



Afghanistan: mise à jour

Les conditions de sécurité actuelles

Corinne Troxler

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch



Compte dons
CCP 10-10000-5

Berne, le 30 septembre 2016



À propos de l'auteure: Corinne Troxler a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience en tant que représentante des œuvres d'entraide dans la procédure d'asile. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé des analyses thématiques, des expertises et des renseignements pour le compte de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. Elle a ensuite travaillé comme assistante au Séminaire d'histoire de l'Université de Lucerne où elle a entre autres donné des cours sur l'histoire de l'Afghanistan. Ces dernières années, elle s'est rendue plusieurs fois en Afghanistan et a notamment pris part à trois missions d'observation, la dernière datant de la fin septembre 2012. Elle a complété les impressions déjà recueillies par ses propres recherches sur le terrain et s'est notamment beaucoup intéressée à la situation des femmes. En parallèle, elle a appris le persan et le dari dans les Universités de Zurich et de Berne, ainsi qu'en Afghanistan et en Iran. Dans le cadre du *Certificate of Advanced Studies in Civilian Peacebuilding 2012/13*, l'auteure s'est à nouveau intéressée de près à l'Afghanistan sous l'angle de la construction de l'État, de la thématique des États fragiles, de la réparation du passé, de la médiation et des genres. En 2016, elle a mené plusieurs séances d'information et de formation continue sur l'Afghanistan.

Impressum

EDITEUR	 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR Case postale 8154, 3001 Berne Tél. 031 370 75 75 Fax 031 370 75 00 E-Mail: info@osar.ch Internet: www.osar.ch CCP Dons: 10-10000-5
AUTEURE	Corinne Troxler
TRADUCTION	Sabine Dormond
VERSIONS	allemand, français
COPYRIGHT	© 2016  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Situation politique	1
3	Conditions de sécurité.....	3
3.1	Les parties au conflit.....	6
3.2	Conditions de sécurité dans les différentes parties du pays	11
4	Constitution et système judiciaire.....	15
5	Situation des droits humains: profils de risque.....	17
6	Situation socio-économique et médicale	25
7	Retour	27

1 Introduction

Durant les deux premières années qui ont suivi la fin officielle de la mission de combat de l'OTAN, les conditions de sécurité en Afghanistan se sont détériorées de façon dramatique et le nombre de victimes civiles des conflits violents a atteint fin 2015 un nouveau pic de 11'002 morts.¹ Les Talibans contrôlent des territoires plus vastes que jamais depuis 2001. Entre-temps, ils mettent les forces de sécurité afghanes (*Afghan National Defense and Security Forces ANDSF*) de plus en plus fortement sous pression pratiquement dans l'ensemble du pays. Les ANDSF ont donc besoin de nettement plus de soutien – aussi sur le champ de bataille – qu'initialement supposé.² L'Afghanistan se voit confronté à d'énormes défis: un système politique incapable de faire avancer les réformes, une armée incapable de garantir le monopole de la force, une économie faible qui dépend complètement de l'aide internationale et des relations toujours aussi tendues avec le Pakistan voisin. On ne voit toujours pas se dessiner une solution politique aux conflits.³

La présente mise à jour se rattache à celle de septembre 2015. Elle porte avant tout sur l'évolution des conditions de sécurité et sur les profils de risque.

2 Situation politique

La faiblesse de l'État de droit, la corruption très répandue, le climat d'impunité qui prédomine, ainsi que l'incapacité du gouvernement afghan à fournir des prestations contribuent pour beaucoup à la frustration de la population afghane. Les Talibans profitent de la désillusion de beaucoup de gens pour leur proposer une protection, de la jurisprudence ou d'autres prestations et asseoir ainsi leur présence.⁴ Le gouvernement d'unité nationale reste une coalition extrêmement fragile. Les différends entre le

¹ UNAMA, Annual Report 2015 – Protection of Civilians in Armed Conflict, février 2016, p. 1: www.refworld.org/docid/56c17b714.html; UNAMA, Midyear Report 2016 – Protection of Civilians in Armed Conflict, juillet 2016, p. 1: www.refworld.org/publisher,UNAMA,,,57977c584,0.html; UN High Commissioner for Refugees (UNHCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Afghanistan, 19 avril 2016, p. 14: www.refworld.org/docid/570f96564.html.

² Spiegel online, Endlos-Mission am Hindukusch, 9 juillet 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/nato-in-afghanistan-endlos-mission-auch-fuer-die-bundeswehr-a-1102212.html.

³ Stratfor, The Afghan Government Is Unified in Name Alone, 22 juin 2016: www.stratfor.com/analysis/afghan-government-unified-name-alone; Deutschlandfunk, «Ich kann nicht von einem sicheren Land sprechen», 16 avril 2016: www.deutschlandfunk.de/abschiebungen-nach-afghanistan-ich-kann-nicht-von-einem-1818.de.html?dram:article_id=351488; Der Standard, «Die Ideologie des IS hat in Afghanistan tiefe Wurzeln», 25 janvier 2016: <http://derstandard.at/2000029656262/Forscher-IS-Ideologie-hat-in-Afghanistan-tiefe-Wurzeln>.

⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 12-13, 24; Congressional Research Service (CRS), Afghanistan: Post-Taliban Governance, Security, and U.S. Policy, 6 juin 2016, p. 18: www.fas.org/spp/crs/row/RL30588.pdf; Stratfor, No Peace Without Unity in Afghanistan, 23 février 2016: www.stratfor.com/analysis/no-peace-without-unity-afghanistan?older=1450174173; Giustozzi, Antonio / Mohammad Ali, Ali, The Afghanistan National Army After ISAF, Afghanistan Research and Evaluation Unit (AREU), Briefing Paper Series, mars 2016, p. 13: www.areas.org.af/Uploads/EditionPdfs/1603E%20The%20Afghan%20National%20Army%20after%20ISAF.pdf; US De-

président Ashraf Ghani et le *Chief Executive Officer* Abdullah Abdullah persistent. Ils ne concernent pas que la nomination des ministres et des juges, mais aussi la réforme électorale, la future structure du gouvernement, les rapports avec le Pakistan, ainsi que la question de savoir comment mettre fin au conflit armé. Ces différends paralysent le gouvernement⁵ et l'ont empêché de repourvoir les postes de ministre de la défense et de chef des services secrets avant juin 2016.⁶ Comme les réformes électorales n'avancent pas, les élections parlementaires et provinciales prévues pour 2015 ont dû être reportées à une date indéterminée. Le 13 juin 2016, la chambre basse a décidé de repousser les élections initialement prévues le 15 octobre 2016. Les Parlementaires restent en fonction jusqu'à nouvel avis.⁷

Lors de la création du gouvernement d'unité nationale en septembre 2014, il était d'abord prévu de clarifier deux ans plus tard la position d'Abdullah Abdullah dans le cadre d'une *Loya Jirga* (grande assemblée). La question se pose de savoir s'il faut définitivement instaurer la fonction de premier ministre (*Chief Executive Officer*) et restructurer le gouvernement afghan par un changement constitutionnel qui doit être décidé par la *Loya Jirga*. Alors que les partisans d'Abdullah Abdullah réclament l'organisation de la *Loya Jirga* en octobre 2016, le ministre américain des affaires étrangères John Kerry a exprimé le 9 avril 2016 l'intention de laisser en place l'actuel gouvernement d'unité nationale jusqu'à la fin d'un mandat régulier (cinq ans), ce qui semble contredire l'organisation de la *Loya Jirga*. Des conflits se dessinent à ce sujet.⁸

Afghanistan connaît en ce moment un violent ralentissement conjoncturel. La demande en biens et en prestations a diminué avec le retrait des troupes internationales, et des milliers d'emplois ont été perdus. La croissance économique ne représente plus que 1,5 pour cent. Plus de 95 pour cent du budget afghan proviennent toujours

partment of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2015 - Afghanistan, 13 avril 2016, p. 31: www.state.gov/documents/organization/253169.pdf; Die Presse, Afghanistan: Die Gründe für den vierten Massenexodus, 19 février 2016: http://diepresse.com/home/politik/aussenpolitik/4929712/Afghanistan_Die-Grunde-fur-den-vierten-Massenexodus.

- ⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 12; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 10; NZZ, Afghanistan braucht Hilfe, 17 octobre 2015: www.nzz.ch/meinung/kommentare/afghanistan-braucht-hilfe-1.18631048.
- ⁶ Le poste de chef des services secrets était vacant depuis décembre 2015. Le prédécesseur de l'actuel titulaire de cette fonction avait démissionné pour protester contre la décision du Président Ghani de se rapprocher du Pakistan. Début mai 2016, la direction des services secrets a été confiée à Massum Staniksai et le général Abdullah Habibi lui a succédé au poste de Ministre de la défense. Giustozzi / Mohammad Ali, The Afghanistan National Army After ISAF, mars 2016, p. 12; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 10-11; Der Standard, Neuer Geheimdienstchef und Verteidigungsminister für Afghanistan, 20 juin 2016: <http://derstandard.at/2000039389153/Neuer-Geheimdienstchef-und-Verteidigungsminister-fuer-Afghanistan>. Récemment, les différends entre Abdullah Abdullah et Ashraf Ghani sont apparus en août 2016, lorsqu'Abdullah a publiquement qualifié Ghani d'«incapable de gouverner». New York Times, Afghan Chief Executive Abdullah Denounces President Ghani as Unfit for Office, 11 août 2016: www.nytimes.com/2016/08/12/world/asia/afghanistan-abdullah-ghani-taliban.html.
- ⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 12; Human Rights Watch (HRW): World Report 2016 - Afghanistan, 27 janvier 2016: www.hrw.org/world-report/2016/country-chapters/afghanistan; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 28; Stratfor, The Afghan Government Is Unified in Name Alone, 22 juin 2016; Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), Quarterly Report to the US Congress, 30 avril 2016, p. 144-145: www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2016-04-30qr.pdf.
- ⁸ Stratfor, The Afghan Government Is Unified in Name Alone, 22 juin 2016; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 10; SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2016, p.143; DW, Afghan government's control over Kunduz remains fragile, 21 septembre 2016: www.dw.com/en/afghan-governments-control-over-kunduz-remains-fragile/a-19565689.

de la communauté internationale. L'aide au développement a de surcroît reculé de façon significative ces dernières années.⁹

Négociations avec les Talibans. Le président Ghani s'est démené en faveur des pourparlers de paix entre le gouvernement afghan et les Talibans. Il était prévu de discuter de les reprendre en mars 2016 à Islamabad, Pakistan, dans le cadre de «l'alliance des quatre pays».¹⁰ Début mars 2016, les Talibans ont refusé de participer à ces négociations au motif que leurs conditions n'avaient toujours pas été remplies. Le président Ghani a finalement fait comprendre dans son discours du 25 avril 2016 que le gouvernement afghan ne ferait plus des pourparlers une priorité après le refus des Talibans, l'annonce de leur offensive de printemps et l'attaque brutale de la capitale Kaboul qui a fait de nombreuses victimes parmi la population civile le 19 avril 2016.¹¹

3 Conditions de sécurité

En 2015 et durant le premier semestre 2016, l'Afghanistan a connu l'une des pires vagues de violence de cette guerre qui dure déjà depuis 14 ans. C'est toujours la population civile qui en souffre le plus. Les Talibans et d'autres groupements antigouvernementaux ont multiplié les attaques et les activités de guérilla dans ce pays ravagé par la guerre. Ils étaient en mesure de remplir la vacance du pouvoir par le retrait des forces de sécurité internationales dans la majeure partie du pays. Selon les estimations des États-Unis, les Talibans contrôlaient environ un tiers du pays à la fin juillet 2016, mais (encore) aucun chef-lieu de province d'une certaine importance. Les conditions de sécurité se sont dégradées à une vitesse fulgurante et le conflit affecte entre-temps pratiquement tout le pays. Les années 2015 et 2016 sont en outre marquées par l'apparition d'autres groupements armés antigouvernementaux, dont l'«État islamique» (ÉI/*Daesh*) autoproclamé, par le renforcement d'Al Qaida en Afghanistan, ainsi que par des combats entre divers groupes dissidents des Talibans, autant de

⁹ SIGAR, Quarterly Report, 30 avril 2016, p.169-170; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 12; Stratfor, The Afghan Government Is Unified in Name Alone, 22 juin 2016; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016; Stratfor, Afghanistan's Inexhaustible Insurgency, 24 mars 2016: www.stratfor.com/analysis/afghanistans-inexhaustible-insurgency?id=be1ddd5371&uid=ecf009e2-4ce5-4479-a4b7-d427720c1bbc; Bonn International Center for Conversion (BICC), Warum Afghanistan kein sicheres Herkunftsland ist, BICC Policy Brief, 1/2016, 16 février 2016, p. 3: www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/BICC_Policy_Brief_1_2016.pdf. D'après le BICC, le budget de l'État afghan est encore payé à 71 pour cent par la communauté internationale.

¹⁰ CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 39-40; Stratfor, In Afghanistan, a New General Means a New Approach, 4 mars 2016: www.stratfor.com/geopolitical-diary/afghanistan-new-general-means-new-approach?id=be1ddd5371&uid=52325a79-add4-4c8c-b290-0d1be425bf45; tagesschau.de, Kein Frieden ohne die Taliban, 6 février 2016: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-taliban-101.html.

¹¹ Stratfor, Afghanistan's Inexhaustible Insurgency, 24 mars 2016; n-tv, Afghanistan bewaffnet seine Bürger, 8 mars 2016: www.n-tv.de/politik/Afghanistan-bewaffnet-seine-Buerger-article17167691.html. Le retrait des troupes internationales, la libération des Talibans prisonniers, la levée des sanctions infligées par l'ONU et la reconnaissance d'un bureau taliban de l'Émirat Islamique au Qatar passent toujours, d'après Stratfor (24 mars 2016), pour les conditions posées pour la tenue de pourparlers de paix. NZZ, Die Taliban strotzen vor Selbstbewusstsein, 19 avril 2016: www.nzz.ch/international/ein-heisser-fruehling-in-afghanistan-1.18728534; Afghanistan Analysts Network (AAN), Ghani's Speech to the Parliament: A hardening position on war, peace and Pakistan, 27 avril 2016, p. 1, 2, 4, 6-7: www.afghanistan-analysts.org/ghanis-speech-to-the-parliament-a-hardening-position-on-war-peace-and-pakistan/. Selon l'AAN (27 avril 2016), le Président Ghani a en outre clairement souligné dans son discours qu'il faut condamner et sanctionner les membres des groupements antigouvernementaux tels que l'ÉI/Daesh, Al Qaida, le réseau Haqqani et des Talibans capturés au combat ou en train de mener des actions terroristes.

facteurs qui ont encore accentué la complexité du conflit. Même des groupements progouvernementaux sapent l'autorité du gouvernement afghan. On leur attribue de plus en plus souvent des violations des droits humains et des abus.¹²

La conquête provisoire du chef-lieu de province Kondôz en septembre et octobre 2015 au Nord du pays, ainsi que la menace directe qui a plané sur Gereshk et Lashkar Gah au Sud en mars respectivement en août 2016, ont montré que les Talibans ont pu s'étendre beaucoup plus vite qu'on ne le pensait. Les forces de sécurité afghanes ont ainsi été confrontées brutalement à leur inaptitude à contrer efficacement le défi grandissant sans l'aide des forces de sécurité internationales. La prise de la ville de Kondôz, première grande ville conquise par les Talibans depuis 2001, a profondément choqué la population afghane.¹³ Les conquêtes au Sud ne permettent aux Talibans non seulement une assez grande liberté de mouvement, mais créent en outre des connexions entre différentes régions et leur donnent accès à des voies de ravitaillement en provenance et à destination du Pakistan. Il en va de même du Baghlan-Balkh-Highway (partie du *ring road*) au Nord. Les Talibans contrôlent en outre des régions dans les provinces de Badakhchan, Kondôz, Kandahar, Bâdghîs, Fâryâb, Ghor, Djôzjdân, Farâh, Nangarhar et Orozgân. En octobre 2015, ils ont fait reculer les forces de sécurité afghanes dans la province d'Orozgân, tout en lançant des offensives dans les provinces de Ghazni et Zabol. Pour la première fois, les Talibans ont réussi à couper pour dix jours le principal axe de communication au Sud. Dans de nombreuses régions du pays, des routes sont devenues peu sûres et des dizaines de centres de district sont tombés aux mains des Talibans, même si ce n'était parfois que pour peu de temps. En février 2016, les forces de sécurité afghanes se sont retirées d'une grande partie de la province de Helmand, de sorte qu'il a de nouveau fallu y envoyer en renfort les forces de sécurité internationales au printemps 2016. À la mi-août 2016, le chef-lieu de province Lashkar Gah (Helmand) a été encerclé par des Talibans.¹⁴

¹² UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 10-11, 14-15; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 7; Special Instructor General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR), Quarterly Report to the United States Congress, 30 juillet 2016, p. 86: www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2016-07-30qr.pdf; Der Standard, Regierung kontrolliert nur zwei Drittel des Landes, 29 juillet 2016: <http://derstandard.at/2000041999296/Afghanistan-Regierung-kontrolliert-nur-zwei-Drittel-des-Landes>; Stratfor, In Afghanistan, a New General Means a New Approach, 4 mars 2016.

¹³ NZZ, Afghanistan braucht Hilfe, 17 octobre 2015; Giustozzi / Mohammad Ali, The Afghan National Army After ISAF, mars 2016, p. 2, 15; Afghanistan Analysts Network (AAN), The 2016 Insurgency in the North: Beyond Kunduz city – lessons (not taken) from the Taleban takeover, 30 janvier 2016: www.afghanistan-analysts.org/the-2016-insurgency-in-the-north-beyond-kunduz-city-lessons-not-taken-from-the-taleban-takeover/; NZZ, Die Taliban strotzen vor Selbstbewusstsein, 19 avril 2016; NYT, Taliban Fighters Assault Afghan Government Sites in Helmand, 9 mars 2016: www.nytimes.com/2016/03/10/world/asia/afghanistan-taliban-helmand.html; AFP, Clashes as Afghan Taliban edge closer to Helmand capital, 11 août 2016, <http://reliefweb.int/report/afghanistan/clashes-afghan-taliban-edge-closer-helmand-capital>.

¹⁴ Afghanistan Analysts Network (AAN), Helmand (1): A crisis a long time coming, 10 mars 2016: www.afghanistan-analysts.org/helmand-1-a-crisis-a-long-time-coming/; Afghanistan Analysts Network (AAN), Helmand (2): The chain of chiefdoms unravels, 11 mars 2016, p. 1-3, 16, 18: www.afghanistan-analysts.org/helmand-2-the-chain-of-chiefdoms-unravels/; Spiegel online, Fehler des Westens machen Taliban wieder stark, 7 janvier 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/taliban-in-afghanistan-vier-gruende-fuer-den-vormarsch-a-1070913.html; Afghanistan Analysts Network (AAN), Taleban in the North: Gaining ground along the Ring Road in Baghlan, 15 août 2016: www.afghanistan-analysts.org/taleban-in-the-north-gaining-ground-along-the-ring-road-in-baghlan/; Heise online, Taliban dringen in Bezirkshauptstadt Chanaschin vor, 15 mars 2016: www.heise.de/tp/artikel/47/47695/1.html; Giustozzi / Mohammad Ali, The Afghanistan National Army After ISAF, mars 2016, S. 2; Der Standard, Helmand: Belagerung durch die Taliban, 11 août 2016: <http://derstandard.at/2000042648521/Helmand-Belagerung-durch-die-Taliban>; N-24 online, Taliban beginnen Frühjahrsoffensive in Helmand, 9 mars 2016: www.n24.de/n24/Nachrichten/Politik/d/8195644/taliban-beginnen-fruehjahrsoffensive-in-helmand.html; Focus online, USA schickt

Les actes de violence contre la population civile émanent toujours de quatre côtés :

- de groupements armés antigouvernementaux tels que les Talibans, le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar¹⁵, le réseau Haqqani¹⁶, l'«État islamique» (ÉI/Daesh), entre autres¹⁷;
- de seigneurs de guerre régionaux et de commandants de milices;
- de groupements criminels et
- des forces de sécurité afghanes et étrangères en lutte contre les groupements antigouvernementaux, en particulier par des bombardements.

D'après les indications de l'*United Nations Assistance Mission en Afghanistan* (UNAMA), le nombre de victimes parmi la population civile a de nouveau augmenté

Hunderte Soldaten in umkämpfte Provinz Helmand, 9 février 2016: www.focus.de/politik/ausland/afghanistan-usa-schickt-hunderte-soldaten-in-umkaempfte-provinz-helmand_id_5270782.html.

¹⁵ Le *Hezb-e-Islami de Hekmatyar* est proche des Talibans sur le plan idéologique et politique. De temps en temps, des affrontements armés éclatent toutefois entre ces deux groupements qui se disputent le contrôle de certaines régions. Principalement actif au Nord et à l'Est de Kaboul, le Hezb-e-Islami s'est spécialisé dans des attaques très complexes. Le mouvement dispose d'appuis, surtout à Wardak, Baghlan, Kapisa, Farah et Kunar, mais pas d'un territoire consolidé ni de structures parallèles. Entre mars et mai 2016, le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar a mené des entretiens avec le Haut conseil de paix et élaboré une ébauche de traité de paix. Il devait suspendre toutes les activités armées antigouvernementales et reconnaître la Constitution afghane. En contrepartie, le gouvernement afghan renoncerait à poursuivre ses membres en justice, intégrerait le parti au système politique et lui accorderait un rôle encore à définir dans le processus de décision politique. Hekmatyar obtiendrait la liberté de circuler, la sécurité, ainsi qu'une résidence à choix. Le 22 septembre 2016, le gouvernement afghan a signé l'accord de paix qui entrera en vigueur dès la signature conjointe du Président Ghani et de Hekmatyar. Stratfor, Afghanistan's Inexhaustible Insurgency, 24 mars 2016; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 22; Stratfor, Peace Deal Nearing With Hezb-i-Islami Militants, 14 mai 2016: www.stratfor.com/situation-report/afghanistan-peace-deal-nearing-hezb-i-islami-militants?id=899b2d6282&uuid=e5745445-df92-46a9-a6ab-0e691122e8de; Afghanistan Analysts Network (AAN), Almost Signed? The peace agreement with Hezb-e-Islami, 21 mai 2016, p. 3-4, 8-9: www.afghanistan-analysts.org/almost-signed-the-peace-agreement-with-hezb-e-islami/; Stratfor, Afghanistan: Government Signs Symbolic Peace Deal With Militant Group, 22 septembre 2016: www.stratfor.com/situation-report/afghanistan-government-signs-symbolic-peace-deal-militant-group?id=899b2d6282&uuid=04aa12fd-5494-461a-bf50-1bc7bb607290; AFP, Afghanistan inks peace deal with warlord 'butcher of Kabul', 22 septembre 2016: http://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-inks-peace-deal-warlord-butcher-kabul?utm_campaign=subscriptions&utm_source=sendgrid&utm_medium=email.

¹⁶ Le réseau *Haqqani* est étroitement lié aux Talibans. Il passe pour la frange la plus virulente de la résistance afghane et donc pour la plus grande menace pour la sécurité de l'Afghanistan. Comme plusieurs fils du fondateur Jalaluddin Haqqani sont morts, des experts partent du principe que le réseau Haqqani a perdu de son influence dans cette région centrale des provinces de Paktiya, Paktika et Khost. Mais il est toujours capable de mener des opérations, en particulier à Kaboul, et entretient de bonnes relations avec le service secret pakistanais Inter-Services Intelligence (ISI). Le fait que Sirajuddin Haqqani, fils du fondateur et actuel chef du réseau, a été nommé suppléant du nouveau chef des Talibans, le mollah Mansur, et plus tard de son successeur Haibatullah Akhundzada confère une reconnaissance supplémentaire au réseau. AAN, Toward Fragmentation?, 24 novembre 2015, p. 11; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 22-23; Afghanistan Analysts Network (AAN), The New Taleban Deputy Leaders: Is there an obvious successor to Akhtar Mansur?, 10 février 2016, p. 4: www.afghanistan-analysts.org/the-new-taleban-deputy-leaders-is-there-an-obvious-successor-to-akhtar-mansur/; EASO - European Asylum Support Office, Afghanistan Security Situation, janvier 2016, p. 96: www.ecoi.net/file_upload/1226_1454492894_easo-coi-afghanistan-security-situation-bz0416001enn-fv1.pdf.

¹⁷ L'*Islamic Movement of Uzbekistan (IMU)* est en relation aussi bien avec Al Qaida, les Talibans, l'ÉI/Daesh et les mouvements armés au Pakistan. Il disposerait d'environ 300 combattants rien que dans la province de Kondôz. Ceux-ci auraient activement participé à la conquête de la ville de Kondôz en septembre 2015. En Afghanistan, l'IMU est dirigé par Qari Balal. Le groupement pakistanais militant *Lashkar-e Tayyiba* serait devenu nettement plus actif en Afghanistan, alors qu'il était à l'origine centré sur des opérations contre l'Inde. Également actif en Afghanistan, le groupement pakistanais *Lashkar-i-Janghvi* est tenu pour responsable des attaques contre la minorité chiite des Hazara. CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 20-21.

de plus de quatre pour cent en 2015 pour atteindre le triste record de 11'002 à la fin de l'année. Durant le premier semestre 2016, on a dénombré encore 5166 victimes, soit une hausse de quatre pour cent par rapport à l'année passée à la même période. Aussi bien en 2015 qu'en 2016, c'est parmi la population civile que les combats militaires ont fait le plus de victimes. Les conflits ont touché tout particulièrement les membres les plus faibles de la société: les femmes et les enfants. En 2015, une victime sur dix était une femme, une sur quatre un enfant.¹⁸

3.1 Les parties au conflit

Les forces de sécurité étrangères. Bien que l'opération armée se soit formellement achevée fin 2014, les forces de sécurité internationales ont assuré aussi en 2015 et en 2016 un soutien militaire direct aux ANDSF et ont été impliquées dans les opérations de combat. Les attaques de drones menées par les États-Unis ont augmenté à un rythme fulgurant en 2015.¹⁹ Face à la rapidité surprenante avec laquelle le mouvement des Talibans s'est renforcé, le président Barak Obama a annoncé le 15 octobre 2015 le maintien d'un effectif de 9800 soldates et soldats jusqu'à la fin 2016, alors que leur nombre aurait dû être réduite à 5500. Deux mille soldates et soldats américains sont mobilisés pour combattre les groupements antigouvernementaux, dont Al Qaida et *Daesh* (opération «*Freedom's Sentinel*»).²⁰ En janvier 2016, les troupes américaines ont reçu des autorisations élargies pour mener des attaques aériennes contre des membres de *Daesh* en Afghanistan et, en juin 2016, le président Obama a approuvé une extension des raids aériens contre les Talibans. Le 9 juillet 2016, l'OTAN a prolongé sa mission «*Resolute Support*» de formation, de soutien et de conseil des forces de combat afghanes pour une durée indéterminée. De ce fait, quelque 13'000 soldats internationaux, dont 8400 américains, resteront encore stationnés en Afghanistan.²¹

Forces de sécurité afghanes. Les ANDSF ont vécu une période extrêmement difficile après le retrait des forces de sécurité internationales fin 2014. Elles n'ont réussi ni à repousser les Talibans et autres groupements antigouvernementaux, ni à garder les

¹⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 16; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 1-2, 5, 25; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 1-4.

¹⁹ UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 7; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016. Dans de nombreux cas, les raids aériens américains ont soutenu les ANDSF. En 2015, 56 pour cent des missiles ou des bombes lâchés en Afghanistan par l'armée de l'air américaine l'ont été par des drones, c'est-à-dire plus que par des avions pilotés. Heise online, Symbolische Schwelle: In Afghanistan hat der Roboterkrieg begonnen, 22 avril 2016: www.heise.de/tp/artikel/48/48036/1.html; ORF, Freie Hand für US-Luftangriffe auf IS in Afghanistan, 21 janvier 2016: <http://orf.at/stories/2320041/>.

²⁰ Neue Luzerner Zeitung, Armeeaufbau in Afghanistan dauert noch Jahre, 29 janvier 2016: www.luzernerzeitung.ch/nachrichten/international/international-sda/Armeeaufbau-in-Afghanistan-dauert-noch-Jahre;art46446,673996; Spiegel online, Obama verzögert Afghanistan-Abzug, 15 octobre 2015: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-obama-verlangsamt-abzug-nach-taliban-vormarsch-a-1057955.html; Stratfor, In Afghanistan, a New General Means a New Approach, 4 mars 2016; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, Summary.

²¹ Deutsche Welle, USA weiten ihre Luftangriffe gegen den IS in Afghanistan aus, 19 mars 2016: www.dw.com/de/usa-weiten-ihre-luftangriffe-gegen-den-is-in-afghanistan-aus/a-19128605; ORF, Freie Hand für US-Luftangriffe auf IS in Afghanistan, 21 janvier 2016; New York Times, Obama Loosens Restrictions on U.S. Forces Fighting Taliban in Afghanistan, 10 juin 2016: www.nytimes.com/2016/06/11/world/asia/obama-us-forces-taliban.html?_r=0; Spiegel online, Endlos-Mission am Hindukusch, 9 juillet 2016; Stratfor, The Afghan Government Is Unified in Name Alone, 22 juin 2016.

régions reconquises. La chute momentanée de la ville de Kondôz a été leur pire revers: les Talibans ne se laissaient repousser que grâce au soutien des unités spéciales américaines. Le fait que les Talibans ont pu prendre l'initiative dans la conduite des hostilités a en outre porté un coup significatif au moral des ANDSF. Le retrait des forces de sécurité internationales a aussi fait apparaître de nombreuses faiblesses des ANDSF, par exemple dans les domaines de la logistique, de la planification, de la reconnaissance, de la défense aérienne, de l'administration, de l'entretien de l'armement et de la direction. Le clientélisme et la corruption sont toujours largement responsables des failles de la logistique. Leur armement est en grande partie abîmé et donc inutilisable.²² Les ANDSF perdent chaque année environ un tiers des soldats par désertion et décès. Fin 2014, leurs objectifs en matière de recrutement se sont révélés trop bas par rapport à la dégradation des conditions de sécurité et des problèmes de recrutement sont apparus en 2015, sans compter les «*ghost soldiers*» (soldats inscrits, mais n'effectuant pas leur service), en particulier dans la province du Helmand. En 2015, les ANDSF ont accusé des pertes comme jamais auparavant.²³ Pour stopper cette hémorragie, le gouvernement afghan retire délibérément les forces de sécurité afghanes des bases mal défendues. Ce faisant, il laisse des régions de plus en plus vastes aux mains des groupements antigouvernementaux.²⁴

Groupes armés progouvernementaux: les «*Uprising forces*» et la *Police locale afghane*. L'UNAMA a constaté en 2015 une mobilisation accrue des groupements armés progouvernementaux aux côtés des ANDSF et l'apparition de nouveaux groupements de ce type.²⁵ Le gouvernement afghan a ainsi réagi à l'avancée des Talibans en armant des forces dites «insurrectionnelles» («*uprising forces*» - *patsunian*). Mobilisées partout où la présence des ANDSF est insuffisante,²⁶ ces dernières n'ont ni la formation ou discipline adéquate, ni un armement approprié pour pouvoir protéger

²² Giustozzi / Mohammad Ali, *The Afghanistan National Army After ISAF*, mars 2016, p. 1, 2, 7-14; USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2015*, 13 avril 2016, p. 32; Stratfor, *No Peace Without Unity in Afghanistan*, 23 février 2016; Spiegel online, *Fehler des Westens machen Taliban wieder stark*, 7 janvier 2016; Spiegel online, *Obama verzögert Afghanistan-Abzug*, 15 octobre 2015; NZZ, *Afghanistan braucht Hilfe*, 17 octobre 2015. Le SIGAR identifie cinq grands défis pour les ANDSF: la supervision restreinte, les chiffres douteux quant à l'effectif, les appréciations peu fiables quant à leurs capacités, le manque de compétences dans le domaine de l'établissement d'un budget et l'incertitude quant à leur financement à long terme. Les rivalités au sein du Ministère de la défense persistent et les tensions entre les diverses fractions se sont aggravées. La corruption est aussi très répandue au sein de la Police nationale afghane (PNA), de même que les abus de pouvoir et le chantage. SIGAR, *Quarterly Report*, 30 avril 2016, p. iv, 5-17.

²³ Spiegel online, *Nato hält afghanische Armee für kaum einsatzfähig*, 9 janvier 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-nato-bericht-stellt-einsatzbereitschaft-der-armee-infrage-a-1071149.html; BICC, *Warum Afghanistan kein sicheres Herkunftsland ist*, 16 février 2016, p. 2; Giustozzi / Mohammad Ali, *The Afghanistan National Army After ISAF*, mars 2016, p. 1, 3-5; AAN, *Helmand (2)*, 11 mars 2016, p. 3-4; AP, *Afghan forces struggle as ranks thinned by 'ghost' soldiers*, 10 janvier 2016: <http://bigstory.ap.org/article/6aa3fd074adf4d80b4ae2d4a366c12a6/afghan-forces-struggle-ranks-thinned-ghost-soldiers>; Stratfor, *In Afghanistan, a New General Means a New Approach*, 4 mars 2016. D'après les autorités afghanes, l'armée afghane aurait été en sous-effectif de 38 pour cent fin 2015 dans le Helmand à cause des pertes et des désertions. Giustozzi / Mohammad Ali, *The Afghanistan National Army After ISAF*, mars 2016, p. 3; UNAMA, *Annual Report 2015*, février 2016, p. 7. D'après le BICC, 16'000 membres de la police et de l'armée ont été tués en 2015; UNAMA dénombre 12'000 morts et blessés du côté des ANDSF en 2015.

²⁴ Stratfor, *In Afghanistan, a New General Means a New Approach*, 4 mars 2016; Standard, *Afghanische Streitkräfte geben mehr Gebiete auf*, 1^{er} mars 2016: <http://derstandard.at/2000032051443/Afghanische-Streitkraefte-geben-mehr-Territorium-auf>.

²⁵ UNAMA, *Annual Report 2015*, février 2016, p. 2.

²⁶ AAN, *Helmand (2)*, 11 mars 2016, p. 6; UNAMA, *Annual Report 2015*, février 2016, p. 4-5, 7, 26, 29, 58, 64-66; N24 online, *Taliban beginnen Frühjahrsoffensive in Helmand*, 9 mars 2016; n-tv, *Afghanistan bewaffnet seine Bürger*, 8 mars 2016.

la population. Elles sont en outre difficiles à contrôler. L'UNAMA a documenté en 2015 une augmentation fulgurante (de 42 pour cent) des violations des droits humains commises par les groupements progouvernementaux, dont des homicides volontaires, des agressions, du chantage, des intimidations et des vols. En 2015, des combats ont en outre éclaté entre différents groupes de milices.²⁷

La *Police locale afghane* (PLA) continue aussi à soutenir les ANDSF. Elle est toutefois tenue pour responsable de graves abus et violations des droits humains tels que homicides volontaires, arrestations illégales, destructions et vols, ainsi que coups et menaces. Il est aussi préoccupant de constater que des membres de la PLA ne sont pas amenés à rendre des comptes pour les crimes qu'ils ont commis et qu'ils sont en partie sous le contrôle de potentats locaux. La PLA perd chaque mois environ 500 personnes au combat pour cause de blessures ou de désertion.²⁸

Les seigneurs de guerre régionaux et leurs milices. Les seigneurs de guerre régionaux et leurs milices continuent à semer la violence. Ils entretiennent toujours leurs propres milices locales pour asseoir leur pouvoir personnel et agissent par la menace et le recours à la violence indépendamment du gouvernement central et en partie aussi contre lui. La population civile locale en souffre tout particulièrement.²⁹

Les Talibans. Les Talibans ont réussi en 2015 et en 2016 à défier les forces de sécurité afghanes dans une grande partie du pays et à prendre le contrôle de nombreuses régions. La prise momentanée de la ville de Kondôz, un ancien chef-lieu des forces anti-Talibans, a constitué le point culminant des opérations militaires en 2015. L'*Afghanistan Research and Evaluation Unit* estime qu'il s'agit là d'une grande performance logistique.³⁰ Les Talibans ont profité du fait que les ANDSF ont renoncé à de nombreuses bases pour couper des routes et contraindre des villages à se rallier à eux, sans devoir mener des attaques directes. Le 12 avril 2016, ils ont annoncé le début de leur offensive de printemps «Operation Omari» qui vise spécialement les grandes villes. À ce moment, les combats faisaient rage dans les provinces de Wardak, Fâryâb, Balkh, Baghlan, Ghazni, Helmand, Kandahar, Djôzdjân et Kounar. Les Talibans ont en outre coupé les routes de liaison entre Kaboul et Kandahar, entre Bamiyan et Kaboul et entre Ghazni et Kaboul. De surcroît, les Talibans et d'autres groupements antigouvernementaux ont gardé le contrôle des régions autour de la ville de Kondôz. Contrairement à ce qui avait été annoncé au début d'offensives de printemps précédentes, le message véhicule clairement l'ambition beaucoup plus forte de

²⁷ UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 7, 64-66; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 21.

²⁸ UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 65, 67-69; N24 online, Taliban beginnen Frühjahrsoffensive in Helmand, 9 mars 2016. D'après l'UNAMA, le gouvernement afghan prévoit d'armer des «forces de soulèvement» dans 25 provinces.

²⁹ RFE, Defaced Dostum Billboards Nearly Ruin New Year's In Mazar-e Sharif, 22 mars 2016: www.rferl.org/content/defaced-dostum-billboards-nearly-ruin-new-year-mazar-sharif/27628581.html; NYT, 'They Cannot Remove Me by Force': A Strongman on Afghan Infighting, 2 avril 2016: www.nytimes.com/2016/04/03/world/asia/they-cannot-remove-me-by-force-a-strongman-on-afghan-infighting.html?_r=0; HRW, Afghanistan: Forces Linked to Vice President Terrorize Villagers, 31 juillet 2016: www.hrw.org/news/2016/07/31/afghanistan-forces-linked-vice-president-terrorize-villagers.

³⁰ Giustozzi / Mohammad Ali, The Afghanistan National Army After ISAF, mars 2016, p. 2; Stratfor, No Peace Without Unity in Afghanistan, 23 février 2016; Spiegel online, Bundeswehr befürchtet Machtgewinn der Taliban, 6 décembre 2015: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-bundeswehr-fuerchtet-machtgewinn-der-taliban-a-1066371.html; Spiegel online, Fehler des Westens machen Taliban wieder stark, 7 janvier 2016.

prendre et de contrôler de vastes régions du pays, y compris les villes, et donne l'impression d'une victoire imminente. Les Talibans s'efforcent visiblement de se doter d'une image de potentiels souverains bienveillants.³¹

Mollah Akhtar Mansur, chef des Talibans, a été tué le 21 mai 2016 lors d'une attaque de drones menée par les États-Unis, à peine une année après sa prise officielle du pouvoir. Pendant les six ans au cours desquels il a dirigé le mouvement des Talibans d'abord officieusement, puis officiellement, il l'a modernisé et renforcé, en particulier du point de vue militaire. Il a créé une structure de commandement hiérarchique sophistiquée et centralisé le mouvement comme jamais auparavant. Il a en outre introduit les troupes dites de réserve (*qet'a-e montazira*). Très bien armées, ces unités militaires mobiles de type commando se sont révélées d'une efficacité redoutable. La formation et l'entraînement des Talibans se sont complexifiés et professionnalisés. Avec l'élargissement de la choura et le changement de certains de ses membres, Mollah Mansur a mis le mouvement sur une large assise. Entre-temps, la choura, ou conseil de direction des Talibans, comporte cinq membres d'ethnies non pachtounes (Turkmènes, Tadjiks et Ouzbeks). Sous la conduite de Mollah Mansur, les Talibans ont aussi pu s'étendre au Nord dans les provinces où les Pachtounes sont minoritaires, voire complètement absents. Le rôle clé de commandants de groupes ethniques locaux a contribué à rendre possible cette avancée qui est très clairement apparue avec la prise momentanée de Kondôz et l'intensification des combats dans la province de Badakhchan.³² Bien que son commandement ait été très contesté lors de son élection en août 2015, Mollah Mansur avait pratiquement reconsolidé le mouvement des Talibans au moment de sa mort.³³ Quelques jours à peine après l'annonce de son décès, la choura s'est empressée de nommer son représentant, Mollah Haibatullah Akhunzada, à sa succession. Celui-ci passe pour un partisan de la ligne dure

³¹ Afghanistan Analysts Network (AAN), Operation Omari: Taleban Announces 2016 Spring Offensive, 14 avril 2016, p. 1-2, 2-4: www.afghanistan-analysts.org/operation-omari-taleban-announces-2016-spring-offensive/; Stratfor, In Afghanistan, a New General Means a New Approach, 4 mars 2016; Stratfor, Afghanistan's Inexhaustible Insurgency, 24 mars 2016; Spiegel online, Taliban kündigen Angriffe auf Grossstädte an, 23 mars 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-taliban-kuendigen-angriffe-auf-grosse-staedte-an-a-1083876.html; Stratfor, In Afghanistan, the Taliban Advance, 17 août 2016: www.stratfor.com/image/afghanistan-taliban-advance?id=be1ddd5371&uuiid=9dfc641d-4238-400e-8ef9-e2c0ff135a03; NLZ, Taliban starten Frühjahrs offensive, 12 avril 2016: www.luzernerzeitung.ch/nachrichten/international/international-sda/Taliban-starten-Fruehjahrsoffensive;art46446,716296. Il n'y a en revanche pas eu d'attaques complexes ou de grande envergure au cours des premières 48 heures qui ont suivi l'annonce de l'offensive de printemps. Au cours de leurs trois mois de formation, les combattants talibans doivent être instruits de la manière dont il y a lieu de gouverner les régions conquises et de traiter la population qui y réside. AAN, Operation Omari, 14 avril 2016, p. 2-3.

³² AAN, The New Taleban Deputy Leaders, 10 février 2016, p. 2, 5-6; Afghanistan Analysts Network (AAN), Taleban in Transition: How Mansur's death and Haibatullah's ascension may affect the war (and peace), 27 mai 2016, en particulier p. 1-5: www.afghanistan-analysts.org/taleban-in-transition-how-mansurs-death-and-hibitullahs-ascension-may-affect-the-war-and-peace/. Les **unités qet'a** rassemblent jusqu'à 220 combattants. Elles sont subdivisées en sous-groupes d'une vingtaine d'hommes, portent souvent une tenue proche de l'uniforme et sont mobilisées là où on a le plus impérativement besoin d'elles. L'introduction du système qet'a a eu un impact très négatif sur le moral des ANDSF qui se sentent beaucoup plus vulnérables. Le système présente surtout des avantages à long terme, car les fronts disposent ainsi sans cesse de nouveau combattants. À cause du relativement grand nombre de combattants présents et visibles au front, les unités qet'a sont toutefois plus vulnérables aux raids aériens menés par les forces de combat internationales. AAN, Helmand (2), 11 mars 2016, p. 1, 4-6, 17-18.

³³ AAN, Toward Fragmentation?, p. 11; AAN, Taleban in Transition, 27 mai 2016, p. 8; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 19.

et un farouche opposant de la présence occidentale en Afghanistan. Les commandants des Talibans ont rapidement annoncé leur intention de poursuivre le combat avec véhémence.³⁴

«**État islamique**»/*Daesh*. L'«État islamique» (ÉI) – province de Khorasan, appelé *Daesh* en Afghanistan, est pour l'instant présent essentiellement dans la province de Nangarhar où il contrôle quatre districts. Des rapports ont en outre fait état d'opérations de *Daesh* dans les provinces de Kounar, Logar et Wardak. Les tentatives de *Daesh* de s'établir dans les provinces de Kondôz, Farâh, Helmand et Zabol ont jusqu'à présent échoué. De violents combats éclatent sans cesse entre *Daesh* et les Talibans qui se disputent des zones d'influence. Par des raids aériens massifs et des opérations au sol, mais aussi du fait de la pression militaire exercée par les Talibans, les forces de sécurité afghanes et internationales ont réussi à repousser *Daesh* dans la province de Nangarhar. Des commandants américains partent du principe que 1000 à 3000 combattants de *Daesh* sont toujours présents dans le pays. Le 23 juillet 2016, *Daesh* a revendiqué un attentat-suicide qui a fait plus de 80 morts à Kaboul. La plupart des victimes étaient de membres de l'ethnie des Hazara. Grâce à un accord de cessez-le-feu limité conclu avec *Daesh*, les Talibans ont entre-temps à nouveau réussi à étendre leur présence dans la province de Nangarhar.³⁵

Daesh passe pour nettement plus brutal que les Talibans. Il fait de plus en plus de victimes parmi la population civile, en particulier dans la province de Nangarhar. Dans les régions contrôlées par *Daesh*, un mode de vie puritain est exigé et les écarts sont durement réprimés. En 2015, *Daesh* a détérioré de façon significative l'accès aux soins médicaux pour toute la population, ainsi que l'accès à l'éducation pour les enfants de la province de Nangarhar. Dans les régions placées sous son contrôle, les femmes n'ont plus le droit de travailler.³⁶

³⁴ Stratfor, Taliban Name New Leader, Deputies, 25 mai 2016: www.stratfor.com/situation-report/afghanistan-taliban-name-new-leader-deputies?id=899b2d6282&uud=105779b4-5ad1-46b2-91eb-e533f2156393; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 19; Spiegel online, Neuer Taliban-Chef Akhunzada: Das Phantom aus Kandahar, 25 mai 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/neuer-taliban-chef-haibatullah-akhunzada-das-phantom-aus-kandahar-a-1094103.html; Tagesanzeiger, Neues Terror-Trio vereitelt Chancen auf Frieden, 26 mai 2016: www.tagesanzeiger.ch/ausland/nahe-osten-und-afrika/neues-terrortrio-vereitelt-chancen-auf-frieden/story/19720797. Mollah Haibatullah est un juge doublé d'un érudit religieux de haut rang qui appartient à la génération des fondateurs du mouvement taliban. Il jouit d'un grand prestige auprès des combattants dont beaucoup auraient été ses élèves. AAN, Taleban in Transition, 27 mai 2016, p. 5–11.

³⁵ Afghanistan Analysts Network (AAN), The Islamic State in 'Khorasan': How it began and where it stands now in Nangarhar, 27 juillet 2016, p. 1, 10-13: www.afghanistan-analysts.org/the-islamic-state-in-khorasan-how-it-began-and-where-it-stands-now-in-nangarhar/; Oxford Analytica, Afghan Taliban contain Islamic State's regional reach, 17 novembre 2015: www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/2016/02/oxford-analytica-afghan-taliban-contain-islamic-states-regional-reach.pdf; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 71; Stratfor, In Afghanistan, the Taliban Advance, 17 août 2016; New York Times, ISIS Building 'Little Nests' in Afghanistan, U.S. Defense Secretary Warns, 18 décembre 2015: www.nytimes.com/2015/12/19/world/asia/afghanistan-ash-carter.html.

³⁶ UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 56-57; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 44, 59, 71-72; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 55; Afghanistan Analysts Network (AAN), Clinics under fire? Health workers caught in the Afghan conflict, 15 mars 2016, p. 7: www.afghanistan-analysts.org/clinics-under-fire-health-workers-caught-up-in-the-afghan-conflict/; RP online, wieder werden Mädchen von Schulen ausgeschlossen, 7 avril 2016: <http://www.rp-online.de/politik/ausland/taliban-terror-in-afghanistan-wieder-werden-maedchen-von-schulen-auge-schlossen-aid-1.5885946>.

Al Qaida. On estime entre 100 et 300 le nombre de combattants d'Al Qaida actifs en Afghanistan. Les États-Unis ont longtemps tablé sur une présence minimale de ce mouvement en Afghanistan. Fin 2015, des unités spéciales américaines ont toutefois découvert un camp d'entraînement d'Al Qaida dans la province de Kandahar. L'existence de ce camp au Sud de l'Afghanistan a démontré que le réseau pouvait manifestement étendre sa présence en Afghanistan. Faruq al-Qahtani al-Qatari, principal chef de file d'Al Qaida en Afghanistan, entrainerait une nouvelle génération de combattants. Depuis l'annonce de la mort de Mollah Omar, Al Qaida a déjà fait deux fois allégeance aux Talibans. On peut donc partir du principe qu'Al Qaida se distanciera de *Daesh*, aussi pour éviter un conflit avec les Talibans.³⁷

Sécurité, production de drogue et toxicomanie. D'après l'*UN Office on Drugs and Crime*, la production de drogue en Afghanistan 2015 a pour la première fois reculé depuis 2009. Non seulement la surface consacrée à la culture d'opium a diminué (moins 19 pour cent par rapport à l'année précédente), mais aussi le rendement par hectare (moins 36 pour cent). En revanche, le prix de l'opium a augmenté en 2015 dans tout le pays. Vingt provinces continuent à cultiver de l'opium. Comme la culture d'opium a diminué dans les régions où elle reposait sur une longue tradition (le Sud, l'Est et l'Ouest), mais augmenté au centre et au Nord du pays, il pourrait aussi s'agir simplement d'un transfert de la culture dans les régions où les sols sont moins appauvris. Les régions vouées à la production de drogue sont les moins sûres du pays; les Nations unies et les organisations non gouvernementales n'y ont guère accès.³⁸ La lutte contre la production de drogues en Afghanistan passe pour un lamentable échec.³⁹

3.2 Conditions de sécurité dans les différentes parties du pays

Dégradation des conditions de sécurité dans toutes les régions du pays. Les conditions de sécurité se sont dégradées dans toutes les parties du pays depuis que la mission de combat de l'OTAN s'est achevée fin 2014. Rien que durant les sept premiers mois de 2016, l'*International NGO Safety Organisation* (INSO) a enregistré

³⁷ CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 19; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 14; Oxford Analytica, Afghan Taliban contain Islamic State's regional reach, 17 novembre 2015. Al Qaida a aussi juré fidélité au nouveau chef des Talibans, Mollah Haibatullah. Tagesspiegel, Al-Qaida-Chef legt Treueeid auf neuen Taliban-Anführer ab, 12 juin 2016: www.tagesspiegel.de/politik/videobotschaft-im-internet-al-qaida-chef-legt-treueeid-auf-neuen-taliban-anfuehrer-ab/13721936.html.

³⁸ UN Office on Drugs and Crime (UNODC), Afghanistan – Opium Survey 2015, décembre 2015, p. 6-8, 12, 30, 36: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/_Afghan_opium_survey_2015_web.pdf. Siehe auch: UNODC, Afghanistan Opium Survey 2015 – Socio-economic analysis, mars 2016: www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2015_socioeconomic.pdf.

³⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 13; NZZ, Drogenelend am Platzspitz von Kabul – Unter der Brücke, 16 avril 2016: www.nzz.ch/international/naher-osten-und-nordafrika/drogenelend-am-platzspitz-von-kabul-unter-der-bruecke-ld.14231; RT Deutsch, US-Kongress: «Die Drogenbekämpfung in Afghanistan ist gescheitert», 19 mars 2016: <https://deutsch.rt.com/international/37373-us-kongress--drogenbekampfung-in/>. Des experts partent du principe qu'entre-temps, environ trois pour cent de la population afghane consomment des opiacés. Or, il n'existe en Afghanistan que peu de possibilités de traitement pour les toxicomanes, par exemple le Camp Phoenix avec environ 1500 places. NZZ, Drogenelend am Platzspitz von Kabul – Unter der Brücke, 16 avril 2016: www.nzz.ch/international/naher-osten-und-nordafrika/drogenelend-am-platzspitz-von-kabul-unter-der-bruecke-ld.14231.

16'287 incidents touchant la sécurité.⁴⁰ Bien que les ANDSF aient encore et toujours réussi à reprendre les régions conquises par les Talibans, ceux-ci ont été capables de tenir sous leur contrôle plusieurs centres de district pendant des semaines.⁴¹

Centre (Ghazni, Logar, Wardak, Kaboul, Kapisa, Parwan et Panjshir). Au centre du pays, les attaques complexes et les attentats-suicides ont augmenté dans les années 2015 et 2016 par rapport à 2014 et fait davantage de victimes parmi la population civile. Le centre du pays figure en outre parmi les régions où l'on dénombre le plus de personnes déplacées à l'intérieur du pays.⁴²

Capitale Kaboul. Dans la capitale, on assiste à une multiplication des attentats-suicides et des attaques complexes qui font de très nombreuses victimes parmi la population civile⁴³, y compris dans des zones qui devraient à vrai dire être relativement bien assurées, par exemple les bâtiments du Parlement (le 22 juin 2015, le 28 mars 2016), l'aéroport (le 4 janvier 2016), le Ministère de la défense (le 27 février 2016, le 5 septembre 2016) et un ancien bâtiment du *National Directorate for Security* (NDS)⁴⁴ (le 19 avril 2015). Les fonctionnaires du gouvernement et les membres des ANDSF ont également été visés (le 7 août 2015).⁴⁵ Les organisations ou institutions internationales telles que le *Northgate Hotel* fréquenté par des étrangères et des étrangers

⁴⁰ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 14-15; International NGO Safety Organisation (INSO), Afghanistan (dernier téléchargement le 8 septembre 2016): www.ngosafety.org/country/afghanistan.

⁴¹ Par exemple dans les provinces de Faryab, Helmand, Kondôz, Sari Pul et Takhar. UK Home Office, Country Information and Guidance, Afghanistan – Security and humanitarian situation, juillet 2016, p. 7: www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/540795/CIG_-_Afghanistan_-_Security_-_v3_0__July_2016_.pdf. International NGO Safety Organisation (INSO), Afghanistan (dernier téléchargement le 15 août 2016): www.ngosafety.org/country/afghanistan.

⁴² UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 8-9; Norwegian Refugee Council/Internal Displacement Monitoring Centre (NRC/IDMC), Afghanistan: New and long-term IDPs risk becoming neglected as conflict intensifies, 16 July 2015, p. 2: www.refworld.org/docid/55af44064.html.

⁴³ Voici les sources où l'on trouve les récapitulatifs les plus récents des nombreuses attaques commises dans la capitale Kaboul depuis le début 2015: OSAR, Sicherheitslage in der Stadt Kabul, recherche rapide, 6 juin 2016: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/160606-afg-sicherheitslage-kabul.pdf; ACCORD - Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation, ecoinet-Themendossier zu Afghanistan: Allgemeine Sicherheitslage in Afghanistan & Chronologie für Kabul, dernière mise à jour le 26 août 2016: www.ecoi.net/news/188769::afghanistan/101.allgemeine-sicherheitslage-in-afghanistan-chronologie-fuer-kabul.htm.

⁴⁴ Le bâtiment abrite aujourd'hui une unité de sécurité subordonnée au bureau du Président et responsable de la protection des hauts représentants et représentantes du gouvernement, ainsi que d'autres personnalités. Afghanistan Analysts Network (AAN), A Shaken City: On the Taliban's truck-bomb attack in Kabul, 21 avril 2016: www.afghanistan-analysts.org/a-shaken-city-on-the-talibans-truck-bomb-attack-in-kabul/.

⁴⁵ Guardian, Afghanistan parliament attacked by Taliban suicide bomber and gunmen, 22 juin 2015: www.theguardian.com/world/live/2015/jun/22/afghanistan-parliament-attack-live-updates; RFE/RL, Rockets Fired At Afghan Parliament Building, No Casualties Re-ported, 28 mars 2016: www.rferl.org/content/afghanistan-kabul-rockets-parliament-building/27639410.html; Tagesschau.de, Mindestens 20 Tote bei Anschlägen, 27 février 2016: www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-449.html; Afghanistan Analysts Network (AAN), A Shaken City: On the Taliban's truck-bomb attack in Kabul, 21 avril 2016: www.afghanistan-analysts.org/a-shaken-city-on-the-talibans-truck-bomb-attack-in-kabul/; New York Times, Coordinated Bombs in Kabul Kill Senior Afghan Officials at Defense Ministry, 5 septembre 2016: www.nytimes.com/2016/09/06/world/asia/bombing-kabul-afghan-defense-ministry.html?emc=edit_tnt_20160905&nlid=50870161&ntemail0=y; New York Times, Waves of Suicide Attacks Shake Kabul on Its Deadliest Day of 2015, 8 août 2015: www.nytimes.com/2015/08/08/world/asia/suicide-truck-bombing-in-kabul-afghanistan.html; Al Jazeera, Dozens killed in multiple attacks across Kabul, 7 août 2015: www.aljazeera.com/news/2015/08/police-academy-kabul-hit-suicide-bomb-150807164338154.html; Reuters, Attacks on army, police and U.S. special forces kill 50 in Kabul, 8 août 2015: www.reuters.com/article/2015/08/09/us-afghanistan-attack-idUSKCN0QC1U920150809#5ZXhw5qyChC8jQH.97.

(le 1^{er} août 2016), l'Université américaine de Kaboul (le 24 août 2016) ou le bureau que l'œuvre d'entraide CARE tient à Kaboul (le 5 septembre 2016) sont également les cibles ou les victimes collatérales d'attentats.⁴⁶ Par ailleurs, des enlèvements ont sans cesse lieu en plein cœur de la capitale.⁴⁷ Au plus tard depuis leur offensive du printemps 2016, les Talibans se concentrent davantage sur les grandes villes (voir paragraphe 3.1).⁴⁸ L'attentat-suicide que *Daesh* a commis en juillet 2016 pendant une manifestation des membres de l'ethnie Hazara visait directement des civils.⁴⁹

Le Sud (Orozgân, Nimroz, Helmand, Kandahar et Zabol), le Sud-est (Paktika, Khost et Paktiya) et l'Est (Nuristan, Laghman, Kounar et Nangarhar). Environ 70 pour cent des incidents affectant la sécurité se produisent dans le Sud, le Sud-est et l'Est du pays.⁵⁰ En 2015 et en 2016, les Talibans ont réussi à chasser les forces de sécurité afghanes de districts entiers dans les provinces du Helmand et du Kandahar. À la mi-août 2016, ils ont encerclé la capitale de province Lashkar Gah (Helmand).⁵¹ On estime que les Talibans contrôlent entre-temps 80 pour cent de la province du Helmand.⁵² Mais les forces de sécurité afghanes ont aussi beaucoup à faire dans les provinces du Ghazni et de l'Orozgân. Dans l'Orozgân, les Talibans étaient sur le point de prendre la capitale de province Tirin Kot début septembre 2016.⁵³ Dans la province du Nangarhar, des combats opposent *Daesh* et les ANDSF ainsi que les forces de sécurité internationales, mais aussi *Daesh* et les Talibans (voir paragraphe 3.1). Les forces de sécurité internationales sont à nouveau mobilisées aussi bien au Sud qu'à l'Est. On note certes un léger recul du nombre de victimes parmi la population civile

⁴⁶ AFP, Taliban truck bomb rocks hotel for foreigners in Kabul, 1er août 2016: <http://reliefweb.int/report/afghanistan/taliban-truck-bomb-rocks-hotel-foreigners-kabul>; Reuters, Afghan forces end siege after suicide attacks in Kabul, 6 septembre 2016: www.reuters.com/article/us-afghanistan-blast-idUSKCN11C0D4; Guardian, American University attack: at least 12 dead and 44 injured in Afghanistan, 25 août 2016: www.theguardian.com/world/2016/aug/24/american-university-afghanistan-attacked-kabul.

⁴⁷ Indian Express, Afghanistan: Indian woman kidnapped in Kabul, efforts still on to rescue her, 21 juillet 2016: <http://indianexpress.com/article/india/india-news-india/indian-woman-abducted-in-kabul-in-afghanistan-2844743/>; Guardian, American and Australian kidnapped in Kabul by five gunmen, 8 août 2016: www.theguardian.com/world/2016/aug/08/australian-academic-and-us-colleague-abducted-in-kabul-sayreports.

⁴⁸ Spiegel online, Taliban kündigen Angriffe auf Grossstädte an, 23 mars 2016: www.spiegel.de/politik/ausland/afghanistan-taliban-kuendigen-angriffe-auf-grosse-staedte-an-a-1083876.html.

⁴⁹ Reuters, Islamic State claims responsibility for Kabul attack, 80 dead, 24 juillet 2016: www.reuters.com/article/us-afghanistan-protests-idUSKCN1030GB.

⁵⁰ UK Home Office, Country Information and Guidance, juillet 2016, p. 7.

⁵¹ AAN, Helmand (1), 10 mars 2016; AAN, Helmand (2), 11 mars 2016, p. 1-3, 16, 18; Spiegel online, Fehler des Westens machen Taliban wieder stark, 7 janvier 2016; Der Standard, Helmand: Belagerung durch die Taliban, 11 août 2016: <http://derstandard.at/2000042648521/Helmand-Belagerung-durch-die-Taliban>.

⁵² NZZ, Militärische und politische Gefechte: Kabul an allen Fronten unter Druck, 10 septembre 2016: www.nzz.ch/international/nahost-und-afrika/militaerische-und-politische-gefechte-kabul-an-allen-fronten-unter-druck-ld.115967.

⁵³ ACCORD - Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation: réponse à une demande sur l'Afghanistan: 1) Conditions de sécurité dans la province de Ghazni, en particulier dans le district de Qarabagh; 2) Accessibilité du district de Qarabagh à partir de Kaboul, 16 août 2016: www.ecoi.net/local_link/328533/469321_de.html. À Tirin Kot (Orozgân), les forces de sécurité afghanes n'ont pu repousser les Talibans que grâce au soutien des frappes aériennes des forces de combat américaines. New York Times, Taliban Close to Overtaking Afghan Provincial Capital, Officials Say, 8 septembre 2016: www.nytimes.com/2016/09/09/world/asia/taliban-tirin-kot-afghanistan-oruzgan.html?_r=0; Reuters, Afghan forces repel Taliban offensive in provincial capital-officials, 8 septembre 2016: <http://news.trust.org/item/20160908084106-xvzgs/>.

au Sud et au Sud-est. Mais le Sud continue à payer le plus lourd tribut de tout le pays en termes de victimes civiles.⁵⁴

Le Nord (Fâryâb, Sar-e Pul, Djôzdzân, Balkh et Samangan) et le Nord-est (Kondôz, Baghlan, Takhar et Badakhchan). Les Talibans ont réussi à prendre la capitale de province Kondôz du 28 septembre au 13 octobre 2015. Avec l'aide des forces de sécurité américaines, les ANDSF ont certes réussi à les repousser, mais les Talibans contrôlent toujours certaines parties des régions alentour. Les ANDSF n'ont de surcroît pas pu empêcher d'autres groupements armés antigouvernementaux de s'installer autour de la ville de Kondôz. Les combats font rage aussi dans les provinces de Badakhchan, Fâryâb, Sar-e Pul, Takhar et le long de la route Baghlan-Balkh. Au Nord-est du pays, le nombre de victimes parmi la population civile a doublé en 2015 par rapport à l'année précédente. Ce lourd bilan a été dû principalement aux combats dans et autour de Kondôz.⁵⁵

Ouest (Herat, Farâh, Bâdghîs et Ghor). L'Ouest de l'Afghanistan a beau passer pour relativement stable, la présence de groupements antigouvernementaux augmente et, avec elle, le nombre de victimes parmi la population civile. Début août 2016, six étrangers, ainsi que leur chauffeur, ont été blessés dans la province de Herat. Le 11 août 2016, les Talibans ont perdu cinq membres des ANDSF dans la province de Farâh. Les réseaux criminels sont de plus en plus actifs et l'Ouest est l'une des régions où se sont établies la plupart des personnes déplacées. D'après l'UNAMA, c'est là que sont infligés la plupart des châtiments parallèles à l'État, surtout dans les provinces Farâh et Bâdghîs. C'est également à l'Ouest que l'UNAMA a enregistré le plus grand nombre d'enlèvements: 16 dans la province de Farâh et 13 dans la province de Herat rien que durant les six premiers mois de 2016.⁵⁶

Puissances régionales. Le Pakistan continue à jouer un rôle déterminant par rapport aux conditions de sécurité en Afghanistan. En 2016, le gouvernement pakistanais a pour la première fois ouvertement avoué abriter la direction des Talibans au Pakistan et exercer une influence considérable sur les Talibans afghans au Pakistan. En même temps, il a clairement reconnu son incapacité à contrôler les Talibans. D'autres États

⁵⁴ Guardian, US to deploy hundreds of troops in Afghanistan to thwart Taliban, 8 février 2016: www.theguardian.com/us-news/2016/feb/08/hundreds-us-troops-deployed-afghanistan-taliban-helmand; Stratfor, Afghanistan: Troops Battle Taliban To Hold Capital Of Uruzgan Province, 1er mai 2016: www.stratfor.com/situation-report/afghanistan-troops-battle-taliban-hold-capital-uruzgan-province?id=899b2d6282&uuid=362cd539-aa34-49a2-b271-3636ce9b159c; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 8; Guardian, Over a hundred US troops sent to Lashkar Gah to battle Taliban, 22 août 2016: www.theguardian.com/us-news/2016/aug/22/us-troops-sent-afghanistan-taliban-lashkar-gah.

⁵⁵ AAN, The 2016 Insurgency in the North: Beyond Kunduz city, 30 janvier 2016; UK Home Office, Country Information and Guidance, juillet 2016, p. 7; Süddeutsche, Taliban eroberten Distrikt in Nordost-Afghanistan, 19 novembre 2015: www.sueddeutsche.de/news/politik/konflikte-taliban-erobern-distrikt-in-nordost-afghanistan-dpa.urn-newsml-dpa-com-20090101-130928-99-04072; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 8; AAN, Taliban in the North, 15 août 2016.

⁵⁶ La plupart des enlèvements ont eu lieu à l'Est du pays. UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 65-66, 70. Tages-Anzeiger, Taliban greifen ausländische Touristen in Afghanistan an, 4 août 2016: www.tagesanzeiger.ch/ausland/asien-und-ozeanien/taliban-greifen-auslaendische-touristen-in-afghanistan-an/story/30000589; Der Standard, Taliban hängten afghanische Sicherheitskräfte und Zivilisten, 17 août 2016: <http://derstandard.at/2000042941100/Taliban-haengten-afghanische-Sicherheitskraefte-und-Zivilisten>.

de la région tentent aussi de gagner de l'influence en Afghanistan et d'occuper une bonne position stratégique.⁵⁷

4 Constitution et système judiciaire

La corruption très répandue, ainsi que le climat d'impunité qui prédomine, affaiblissent l'État de droit et sapent la capacité de l'État à garantir une protection contre les atteintes aux droits humains. Le système judiciaire afghan est toujours sous-financé et en sous-effectif. Il n'y a toujours pas assez de personnel judiciaire qualifié, même si le nombre de juges formés dans une haute école est en hausse. Les tribunaux n'ont pas la capacité de traiter les nombreux cas. Dans les régions rurales et les régions instables, le système judiciaire étatique est extrêmement faible et ses représentants incapables de prononcer des jugements efficaces et fiables dans les affaires de droit civil et de droit pénal. Les juges sont exposés à des menaces, à une prise d'influence politique et à une corruption très répandue de la part des fonctionnaires, des chefs de tribus locales, des proches des accusés, des membres de groupements antigouvernementaux et de potentats locaux. Ils ont couramment appliqué un mélange de lois codifiées de la shari'a et d'usages locaux, en accordant souvent la priorité à la shari'a. Les mécanismes traditionnels de résolution des litiges (par exemple les chouras) sont restés la principale institution pour la résolution des conflits aussi bien dans les affaires de droit pénal que civil, en particulier dans les régions rurales. Ils sont généralement discriminatoires à l'égard des femmes. De plus, celles-ci ne disposent souvent que d'un accès restreint, voire inexistant, au système judiciaire.⁵⁸

Les arrestations arbitraires, la détention sans contact avec le monde extérieur, un accès limité, voire inexistant, à un avocat et des détentions préventives prolongées sont des manquements courants dans la plupart des provinces. Des gens sont arrêtés illégalement sur la base de chefs d'accusation qui ne sont pas répréhensibles d'après le Code pénal. Même les droits de la procédure les plus fondamentaux ne sont guère respectés par les autorités afghanes. L'annexe au Code pénal introduite en septembre 2015 en tant que décret présidentiel cause également du souci, car elle permet aux autorités afghanes d'arrêter sans procès et pour une durée illimitée des gens soup-

⁵⁷ En raison de la situation géostratégique, on assiste à nouveau à un rapprochement entre la Russie et l'Afghanistan. Fin 2015, les deux États ont conclu un accord sur la sécurité. En même temps, la Russie dialogue avec les Talibans, car les deux parties sont intéressées à combattre *Daesh*. La Chine est entre-temps devenue l'un des principaux acteurs concernant les pourparlers de paix indirects. Stratfor, Afghanistan's Inexhaustible Insurgency, 24 mars 2016; Stratfor, A Blow to the Taliban and to U.S.-Pakistani Trust, 24 mai 2016: www.stratfor.com/geopolitical-diary/blow-taliban-and-us-pakistani-trust?id=be1ddd5371&uuid=906eed1b-45f1-4707-9b25-60ff5cd922b5; Deutsche Welle, Russlands neue Rolle in Afghanistan, 2 mars 2016: www.dw.com/de/russlands-neue-rolle-in-afghanistan/a-19086785; Stratfor, No Peace Without Unity in Afghanistan, 23 février 2016; Tagesschau.de, Das Misstrauen wächst, 27 mai 2016: www.tagesschau.de/ausland/pakistan-usa-101.html; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 42-54.

⁵⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 25, 49-50; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 12-15, 31, 41-42; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; SFH, Besondere Gefährdung von Frauen, recherche rapide, 24 mai 2016: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/mittlerer-osten-zentralasien/afghanistan/160524-afg-frauen-zina.pdf.

çonnés d'un crime contre la sécurité intérieure ou extérieure. Les personnes en question n'ont ni accès à un examen médical indépendant, ni à un avocat de la défense ou une assistance juridique.⁵⁹

L'UNAMA a montré dans plusieurs rapports successifs que les membres du service secret et des forces de sécurité afghanes recourent abondamment à la torture et aux mauvais traitements de prisonniers. Les auteurs de ces actes n'ont pas de comptes à rendre et ne doivent pas s'attendre à des procédures disciplinaires ou à une révocation. Les cas de torture auraient augmenté en 2015. Les tribunaux continuent à fonder leurs jugements sur des aveux extorqués sous la torture.⁶⁰

Human Rights Watch a critiqué l'atténuation des jugements rendus dans le cas du meurtre par lynchage de Farkhunda le 19 mars 2015. La décision de la Cour suprême a démontré une fois de plus les dysfonctionnements massifs du système judiciaire afghan. Celui-ci n'a pas été capable de statuer de manière appropriée, de garantir des procès équitables, de placer les coupables face à leurs responsabilités et de les punir en conséquence.⁶¹

«**Coresponsabilité familiale**». Les autorités ont, dans quelques cas, emprisonné les enfants et les femmes de personnes soupçonnées d'un crime.⁶²

Justice parallèle. Les Talibans et d'autres groupements antigouvernementaux imposent leurs structures parallèles, en particulier dans les régions placées sous leur contrôle. Ces structures reposent sur une interprétation extrêmement stricte de la shari'a et comportent des peines telles que des flagellations, des mutilations, la lapidation, la décapitation, la fusillade ou la pendaison. Il semble en outre que les Talibans recourent à la torture et aux abus. D'après l'UNAMA, un plus grand nombre de femmes ont été fouettées ou fusillées en raison de «crimes moraux» au cours du premier semestre 2016. Dans quelques régions, la population locale préfère pourtant les structures judiciaires parallèles à celles de l'État. Pendant l'occupation de Kondôz, les Talibans ont persécuté de façon ciblée les femmes, les défenseurs des droits hu-

⁵⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 48; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 8, 9-12; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016.

⁶⁰ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 19-20, 47-49; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 4-5, 9, 30, 32-34; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016. Les membres des ANDSF n'ont guère été poursuivis en justice pour leurs manquements ou alors mollement et de façon peu transparente. Il y a eu quelques condamnations. Ainsi en octobre 2015, des membres des ANDSF ont été condamnés à six ans de prison chacun pour abus sexuels. Sur 2000 cas d'abus portés devant le Ministère de l'Intérieur, à peine neuf ont fait l'objet de poursuites. USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 9, 32-33.

⁶¹ Trois peines de mort ont été commuées en peines de vingt ans d'emprisonnement, une peine de mort en dix ans de réclusion et neuf autres peines ont été réduites. Human Rights Watch (HRW), Afghanistan's Legal System Fails Farkhunda, Again, 9 mars 2016: www.hrw.org/news/2016/03/09/dispatches-afghanistans-legal-system-fails-farkhunda-again. concernant le cas Farkhunda, voir aussi: OSAR, Afghanistan: mise à jour: Situation sécuritaire actuelle, 13 septembre 2015, p. 15, en particulier la note 66; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 13, 40.

⁶² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 11, 15, 39-40.

mains, les fonctionnaires du gouvernement, les collaborateurs des ONG et les journalistes. Ils ont détruit des institutions du gouvernement, des ONG et d'autres organisations civiles.⁶³

Peine de mort. Lors de l'entrée en fonction de Ghani en octobre 2014, il semble que près de 400 condamnations à mort ont été présentées au Président pour révision ou signature. Dans son discours du 25 avril 2016, le président a clairement fait savoir qu'il comptait appliquer la peine de mort aux membres condamnés de groupements antigouvernementaux, ce qui a suscité une salve d'applaudissements au Parlement. Le 8 mai 2016, six combattants talibans ont été pendus. Ces exécutions ne représentent très vraisemblablement que le début d'une longue série.⁶⁴

Conditions de détention. Les conditions de détention sont toujours en-deçà des normes internationales. Elles constituent parfois une menace pour la vie des détenus. L'approvisionnement en nourriture et en eau potable est insuffisant, de même que les installations sanitaires. Les cellules sont bondées. Pour des raisons de capacité, il est impossible de séparer les prisonniers déjà condamnés de ceux placés en détention préventive. Des rapports font état de nombreuses tracasseries et d'abus sexuels de femmes détenues. Les enfants placés dans des centres de réadaptation n'ont ni assez à manger, ni un accès suffisant aux institutions éducatives et sanitaires. Il semble que des membres des ANDSF dirigent des prisons privées et qu'ils y pratiquent torture et abus. L'UNAMA et la Commission afghane indépendante des droits de la personne (*Afghan Independent Human Rights Commission AIHRC*) ont parfois eu de la peine à avoir accès aux établissements pénitentiaires du *National Directorate of Security (NDS)*.⁶⁵

5 Situation des droits humains: profils de risque⁶⁶

La situation des droits humains en Afghanistan se caractérise par un mépris très répandu de l'État de droit, par l'impunité des criminels et par une discrimination profon-

⁶³ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 22, 26, 55; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 3, 5, 13-14, 40; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 27, 50-51; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 7-8, 15-17, 69-71.

⁶⁴ AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; Afghanistan Analysts Network (AAN), Afghanistan's Latest Executions: Responding to calls for capital punishment, 11 mai 2016, p. 3-4, 7: www.afghanistan-analysts.org/afghanistans-latest-executions-responding-to-calls-for-capital-punishment/; AAN, Ghani's Speech to the Parliament, 27 avril 2016, p. 6, 8; Die Welt, Sechs Taliban-Kämpfer in Kabul gehängt, 8 mai 2016: www.welt.de/politik/ausland/article155150703/Sechs-Taliban-Kaempfer-in-Kabul-gehaengt.html.

⁶⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 19-20; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 5-7, 10; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016. Le chef de la police de la province de Kandahar tiendrait par exemple une prison secrète. USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 5-6.

⁶⁶ En plus des groupes de personnes mentionnées dans ce paragraphe, les membres des groupes suivants encourent aussi des risques dans certaines circonstances, d'après le HCR: les anciens membres des forces de sécurité et du service secret, y compris les agentes et agents de la sécurité publique, ainsi que d'anciens représentantes et représentants du régime communiste; d'anciens membres des milices et des groupes armés pendant et après le régime communiste; (d'anciens) membres et commandants de groupes armés antigouvernementaux; (d'anciens) membres des

dément enracinée des femmes et des filles en particulier. De nombreux acteurs étatiques censés d'œuvrer pour la protection des droits humains commettent eux-mêmes des crimes graves. Le gouvernement afghan ne poursuit ni efficacement, ni de façon cohérente les abus commis par des fonctionnaires, y compris les membres des ANDSF. D'après le HCR, des crimes contre les droits humains de la population civile sont commis dans toutes les parties du pays, quelles qu'en soient les instances dirigeantes effectives. Sur la base des conflits violents persistants, les tentatives d'imposer et de faire respecter les droits humains sont toujours affaiblies.⁶⁷

Voici les groupes de personnes qui continuent aussi en 2016 à être spécialement menacées par les acteurs étatiques, non étatiques et internationaux :

Les femmes. Les femmes se voient quotidiennement confrontées à une lourde discrimination dans l'exercice de leurs droits politiques, sociaux et culturels. Des valeurs traditionnelles restreignent considérablement leur accès à l'éducation, à la santé, à la protection policière et à d'autres prestations de service. Malgré les progrès réalisés, la pauvreté et l'analphabétisme touchent en majorité les femmes. Les mariages forcés et précoces, le confinement des femmes à la maison et les « crimes d'honneur » sont répandus en Afghanistan.⁶⁸ Les femmes qui exercent une fonction publique, par exemple les parlementaires, les fonctionnaires, les journalistes, les avocates, les enseignantes ou les collaboratrices des ONG, sont victimes de stigmatisations, de discriminations, de menaces, d'intimidations, d'agressions ou d'assassinats. Des groupements antigouvernementaux figurent parmi les auteurs de ces crimes au même titre que des potentats traditionnels et religieux, des membres des communautés ou des fonctionnaires du gouvernement. Ils restent généralement impunis. En juillet 2013, le quota de femmes a été réduit de 25 à 20 pour cent dans le cadre de la loi électorale et entièrement supprimé pour les élections au niveau du district et de la commune.⁶⁹

Le gouvernement afghan ne manifeste pas la volonté politique d'appliquer de façon conséquente la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes (EVAW). D'après un rapport de l'UNAMA cité par *Human Rights Watch* et datant de février 2015, environ 65 pour cent des cas qui tomberaient sous le coup de l'EVAW ont été traités par des mécanismes traditionnels de résolution des litiges et non par les tribunaux étatiques. À peine cinq pour cent ont fait l'objet de poursuites pénales.⁷⁰

forces de sécurité, y compris du National Directorate of Security (NDS), la Police nationale afghane (PNA) et la Police locale afghane (PLA); (d'anciens) membres de groupes paramilitaires et de milices; (d'anciens) membres de groupes et de réseaux du crime organisé. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 91-97.

⁶⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 5, 16, 18-19, 25, 33; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1-5; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 2.

⁶⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 8, 18, 56-65; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 9, 30, 41-44; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 15-17. Des femmes sont « vendues » en mariage, afin de régler des dettes, mariées dans le cadre d'un règlement de litige (baad) ; deux familles se promettent mutuellement leurs filles (badal) pour économiser les coûts d'un mariage; des veuves sont mariées à un autre membre de la famille de leur défunt mari. Environ 70 pour cent des mariages sont des mariages forcés. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 61.

⁶⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 34, 40-42, 56-65; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 30, 41-43, 53-54; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 14-16; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016.

⁷⁰ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 57-58, 62; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 11, 35-37, 42; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016. Voir aussi: CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 16.

Les femmes qui ont été victimes d'abus ou de viol courent le danger d'être accusées de relations sexuelles extraconjugales (*zina*) et condamnées. Dans de nombreux cas, l'interprétation de la shari'a empêche qu'une poursuite pénale fructueuse soit ouverte contre les violeurs.⁷¹ La Commission afghane indépendante des droits humains (AIHRC) a en outre vivement condamné les «tests de virginité» effectués de force par des médecins du gouvernement en cas de soupçon de «crime contre les mœurs» et reproché aux tribunaux de reconnaître les résultats de ces tests sans validité scientifique.⁷² Le ministère de la santé a enregistré plus de 9000 tentatives de suicide de mars 2014 à juin 2015. Les 28 foyers pour femmes qu'on dénombre actuellement n'ont pas assez de place.⁷³

Le nombre de femmes parmi les victimes civiles a augmenté de façon significative en 2015. Dans les régions contrôlées par des groupements antigouvernementaux, les droits des femmes et des filles sont très restreints. L'accès aux institutions de santé, à une participation politique, à la justice et à l'éducation est très limité pour les femmes et les filles.⁷⁴

Les enfants. Plus d'un million d'enfants souffrent de sous-alimentation aigüe et 9,1 pour cent meurent avant l'âge de cinq ans. Dans l'ensemble du pays, de nombreux enfants sont victimes d'abus et le nombre de cas a encore augmenté l'an dernier d'après des ONG. Les enfants souffrent d'une négligence généralisée et sont victimes de traite, d'enlèvements, de violence domestique, de prostitution et de pornographie, de mariages précoces et de travail forcé. Les enfants des rues figurent parmi les groupes de personnes les plus vulnérables et ne peuvent guère solliciter les services de l'État. D'après les ONG, environ 80 pour cent des pensionnaires des orphelinats âgés de quatre à dix-huit ans y ont été envoyés par leurs familles qui ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins. Dans des orphelinats, les enfants n'ont pas toujours accès à l'eau courante, au chauffage, aux soins médicaux, ni aux institutions de formation et de loisirs. Ils sont souvent victimes d'abus psychiques, physiques et sexuels, de traite⁷⁵ et du «*bacha bazi*» pour ce qui est des garçons (des hommes

⁷¹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 59-60; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 8-9, 11, 37-39; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 15. Les femmes violées hors mariage risquent l'exclusion, l'avortement forcé, la prison, voire la mort («crime d'honneur»), ce qui les dissuade souvent de porter plainte. Par ailleurs, il arrive fréquemment que des femmes soient arrêtées et condamnées pour «crime contre les mœurs» (par ex. parce qu'elles ont fui leur domicile en raison de violence domestique, de menace de mariage forcé, etc.). D'après l'AIHRC, le nombre de cas a augmenté ces dernières années. USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 8-9, 11, 37-39.

⁷² Human Rights Watch (HRW), Sexual Assault in the Name of Science in Afghanistan, 29 février 2016: www.hrw.org/news/2016/02/29/dispatches-sexual-assault-name-science-afghanistan; AIHRC, Forced Gynecological Exams As Sexual Harassment and Human Rights Violation, 5 décembre 2015, p. 3, 9, 11: www.refworld.org/docid/5694bedf4.html. L'AIHRC signale dans son étude que ces «tests de virginité» pratiqués contre la volonté de l'intéressée équivalent à des abus sexuels et peuvent avoir un effet traumatisant et stigmatisant. Du point de vue médical, ces tests n'ont pas de fondement scientifique et les médecins qui les pratiquent n'ont souvent ni la formation nécessaire, ni les prérequis médicaux et pharmaceutiques.

⁷³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 38-39.

⁷⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 58-59, 62-63; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 2, 9, 13-16, 55. Pour quitter la maison, les femmes doivent être accompagnée par un homme de la famille. Les femmes sans référent masculin, y compris les veuves, peuvent difficilement subvenir à leurs besoins et ont beaucoup de peine à survivre. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 62-63.

⁷⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 8, 18, 27, 65-68, 70; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 45-47, 52. Les enfants sont en outre exploités

puissants tiennent des garçons quasiment en esclavage sexuel). Cette pratique relativement répandue, surtout au Nord du pays, est tolérée en silence par le gouvernement afghan, car ceux qui s'y livrent disposent souvent de puissantes milices. Sans compter que le « *bacha bazi* » est aussi pratiqué par les membres des ANDSF et de la police. Les filles sont souvent exploitées sexuellement par des membres de leur famille ou courent le risque d'être mariées de force en tant que « mariées de l'opium ». Le gouvernement afghan n'entreprend pas grand-chose pour poursuivre tous ces abus d'enfants et punir les criminels.⁷⁶

Les conflits violents ont fait considérablement augmenter le nombre d'enfants parmi les victimes en 2015 et 2016.⁷⁷ Selon des rapports, toutes les parties du conflit dans l'ensemble du pays ont de plus en plus tendance à recruter de force des enfants et à les utiliser au combat ou dans des fonctions d'appui.⁷⁸

Les collaborateurs d'organisations nationales et internationales humanitaires et de défense des droits humains. Les incidents impliquant la sécurité des collaboratrices et collaborateurs d'organisations humanitaires et d'organisations de défense des droits humains ont augmenté en 2015. D'après l'*International NGO Safety Organisation* (INSO), plus de 150 attaques dirigées contre les collaborateurs des organisations d'aide ont été enregistrées en 2015. Les collaborateurs de l'ONU, les cantonniers, les chauffeurs et les démineurs figurent parmi les groupes cibles des groupements antigouvernementaux. Les enlèvements et les agressions ont augmenté.⁷⁹

pour des activités illégales telles que la production et le trafic de drogues ou d'autres activités criminelles. Le nombre d'enfants des rues est estimé à six millions. La pauvreté et la pénurie de nourriture sont les principales raisons qui incitent des familles à envoyer leurs enfants mendier dans la rue.

- ⁷⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 65-68, 70; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 18; AI, Amnesty International Report 2015/16 - The State of the World's Human Rights - Afghanistan, 24 février 2016; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 5, 18, 45-47, 52. En septembre 2015, on a appris que des militaires américains ont ignoré ou toléré en silence des abus sexuels infligés par les ANDSF à des Afghans mineurs sur des bases américaines. Des membres des ANDSF ont violé des enfants, abusé d'eux et les ont exploités sexuellement. À ce jour, les auteurs de ces crimes n'ont pas eu de comptes à rendre. NYT, U.S. Soldiers Told to Ignore Sexual Abuse of Boys by Afghan Allies, 20 septembre 2015: www.nytimes.com/2015/09/21/world/asia/us-soldiers-told-to-ignore-afghan-allies-abuse-of-boys.html?_r=0. En juin 2016, l'AFP a rapporté que les Talibans utiliseraient des esclaves sexuels de policiers dans la province d'Uruzgan pour mener des attaques de l'intérieur. AFP - Agence France Presse: Taliban use child sex slaves to kill Afghan police, 19 juin 2016: <https://uk.news.yahoo.com/taliban-child-sex-slaves-kill-afghan-police-021230453.html>.
- ⁷⁷ UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 2, 9, 13, 16-18, 22-23; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 2, 18-25, 27-28, 35-37, 42; UN, Education and Healthcare at Risk – Key Trends and Incidents affecting Children's Access to Healthcare and Education in Afghanistan, avril 2016, p. 4: www.refworld.org/docid/571f2dad4.html. En 2015, les débris de guerre explosifs ont coûté la vie en moyenne à deux enfants par semaine et en ont blessé cinq autres. UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 17.
- ⁷⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 44-47; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 18, 47. Le recrutement d'enfants a plus que doublé par rapport à l'année précédente. UN, Education and Healthcare at Risk, avril 2016, p. 4. Le gouvernement afghan a certes adopté une loi punissant le recrutement de mineurs (moins de 18 ans), mais la PLA et d'autres groupements armés progouvernementaux continuent à recruter impunément des mineurs. HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016. Les Talibans recrutent eux aussi des enfants et les utilisent pour mener des attentats suicides, pour servir de boucliers humains, pour poser des explosifs improvisés et pour d'autres tâches. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 45.
- ⁷⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 26, 34, 38, 42; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 18-19; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016; NZZ, Minenräumer in Afghanistan entführt, 2 avril 2016: www.nzz.ch/international/minenraeumer-in-afghanistan-entfuehrt-1.18721999; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016. Le 26 octobre 2015, une attaque à Jalalabad a coûté la vie à deux collaborateurs de l'organisation afghane

Civils au service des forces de sécurité afghanes et étrangères. Les gens qui soutiennent les ANDSF, les groupements progouvernementaux ou les forces de sécurité étrangères ou qui sont soupçonnés de collaborer avec eux (par exemple les chauffeurs ou les traducteurs) sont la cible de menaces ou d'assassinats de la part des groupements antigouvernementaux.⁸⁰

Les journalistes. La violence contre les journalistes a augmenté en 2015. Les journalistes sont restreints de toutes parts dans leur activité. Aussi bien les fonctionnaires du gouvernement que les parlementaires, les potentats locaux et les politiciens, mais aussi les membres de groupements antigouvernementaux leur infligent des tracasseries ou les attaquent à cause de leurs reportages. Plus de 70 pour cent des attaques visant les journalistes sont attribuées à des représentants du gouvernement. Dans ces cas, les autorités afghanes s'abstiennent de statuer et d'engager des poursuites pénales. Les femmes journalistes sont spécialement menacées, mais les membres de la famille peuvent aussi être persécutés. Par ailleurs, les forces conservatrices traditionnelles ont visiblement restreint la liberté des journalistes en Afghanistan ces dernières années. L'autocensure est donc répandue.⁸¹

Les partisans des groupements antigouvernementaux ou les gens considérés comme tels. Même les enfants soupçonnés de soutenir des groupements antigouvernementaux peuvent être victimes d'arrestations illégales, de tortures, voire d'exécutions de la part des groupements progouvernementaux.⁸²

Les hommes en âge de se battre. Il semble que les groupements aussi bien antigouvernementaux que progouvernementaux, dont la PLA, recrutent de force des jeunes hommes.⁸³

Les professionnels de la santé. Les attentats et autres types d'attaques dirigés contre des établissements de santé et du personnel sanitaire ont à nouveau augmenté de 47 pour cent par rapport à l'année précédente en 2015 et encore de 45 pour cent durant le premier semestre 2016. L'UNAMA a documenté près de 64 agressions durant le premier semestre 2016, dont des intimidations, des pillages, des fermetures forcées de clinique et leur affectation à des fins militaires. Il a en outre fallu suspendre la campagne de vaccinations. Près d'un tiers des attaques de *Daesh* ont été dirigées contre des écoles et des établissements de santé. Le 3 octobre 2015, l'armée de l'air

de défense des droits humains AIHRC. UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 53. Une coopérante allemande de la GIZ qui avait été enlevée en plein centre-ville de Kaboul le 17 août 2015 a été relâchée en octobre 2015. Une coopérante néerlandaise avait aussi été libérée des semaines auparavant. Spiegel online, Deutsche Entwicklungshelferin kommt frei, 17 octobre 2015: www.spiegel.de/politik/deutschland/afghanistan-deutsche-giz-entwicklungshelferin-ist-wieder-frei-a-1058342.html. Le 29 avril 2016, une collaboratrice australienne d'une organisation d'aide à Jalalabad a été enlevée. BBC News, Australian aid worker 'kidnapped' in Afghanistan, 29 avril 2016: www.bbc.com/news/world-australia-36166800.

⁸⁰ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 37, 42.

⁸¹ HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 22, 42-44; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 19-23; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 17. En particulier les journalistes qui dénoncent l'impunité, les crimes de guerre, les activités des fonctionnaires du gouvernement et des potentats locaux, la corruption, le trafic de drogues et la confiscation de terrain ont subi des persécutions.

⁸² UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 47-49.

⁸³ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 44-47. Le HCR part du principe qu'il y a beaucoup plus de cas de recrutements forcés que ce que relatent les rapports.

américaine a mené un raid contre l'hôpital de l'organisation *Médecins sans frontières* à Kondôz. Cette attaque a fait 22 morts et plus de 30 blessés.⁸⁴

Les fonctionnaires du gouvernement et les gens qui soutiennent le gouvernement. Les attaques dirigées contre les fonctionnaires du gouvernement, les parlementaires, les personnes qui travaillent pour le gouvernement ou qui le soutiennent et leurs familles ont fortement augmenté en 2015, aussi bien sur le plan national qu'au niveau de la province et du district. Depuis 2015, les proches du personnel judiciaire sont spécialement visés par les groupements antigouvernementaux. L'UNAMA a enregistré 188 victimes dans le domaine de la justice en 2015.⁸⁵

Le corps enseignant, les élèves. L'UNAMA et l'UNICEF ont documenté en 2015 près de 132 incidents en lien avec des conflits violents contre des écoles, le corps enseignant, les étudiantes et étudiants, le personnel de surveillance et les fonctionnaires du Ministère afghan de l'éducation. D'après les indications de ce dernier, il a fallu fermer 615 écoles dans onze provinces en 2015. Des écoles ont été exploitées à des fins militaires aussi bien par les forces de sécurité afghanes que par des groupements antigouvernementaux. Près d'un tiers des attaques de *Daesh* ont été dirigées contre des écoles et des établissements de santé.⁸⁶

Membres de la police et des forces de sécurité. Les membres des ANDSF, spécialement de la police, figurent parmi les principales cibles des groupements antigouvernementaux. Même d'anciens membres des ANDSF (en service ou non) et leurs proches sont menacés, enlevés ou tués.⁸⁷

Membres des minorités ethniques. Si une ethnie est minoritaire dans une région, elle risque d'être discriminée ou maltraitée par les autres. L'Afghanistan figure parmi les pays les plus dangereux pour les minorités ethniques. Les tensions entre les ethnies ont augmenté et font sans cesse des morts. L'UNAMA a enregistré en 2015 une

⁸⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 36; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 20-21, 27, 56, 60-62; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 23-26; UN, Education and Healthcare at Risk, avril 2016, p. 7, 9-10, 17, 22; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; AAN, Clinics under fire?, 15 mars 2016, p. 1-4, 7. Médecins sans frontières a exigé une enquête indépendante et qualifié de crime de guerre l'attaque visant son hôpital. L'organisation s'est d'abord retirée de Kondôz. L'UNAMA conteste l'indépendance des instances qui ont enquêté jusqu'à présent et ne se contente pas des résultats de ces enquêtes. Der Standard, Angriff in Kunduz: Ärzte ohne Grenzen wirft USA Kriegsverbrechen vor, 5 octobre 2015: <http://derstandard.at/2000023249505/US-General-Angriff-auf-Spital-von-Afghanen-angefordert>.

⁸⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 34-36, 38, 41-43; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 16, 18-19; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 15, 44-46; NZZ, Örtlicher Geheimdienstchef und sechs weitere Personen getötet, 6 juin 2016: www.nzz.ch/international/konflikt-in-afghanistan-oertlicher-geheimdienstchef-und-fuenf-weitere-personen-getoetet-ld.87025; Stratfor, Suicide Bombing Near Kabul Kills 10, 25 mai 2016: www.stratfor.com/situation-report/afghanistan-suicide-bombing-near-kabul-kills-10?id=899b2d6282&uid=aa358b69-21a7-4927-9946-51bc39174036.

⁸⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 34, 36, 42; UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 18-20, 56; UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 21-22; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 19, 44-45; RP online, Wieder werden Mädchen von Schulen ausgeschlossen, 7 avril 2016: www.rp-online.de/politik/ausland/taliban-terror-in-afghanistan-wieder-werden-maedchen-von-schulen-ageschlossen-aid-1.5885946; UN, Education and Healthcare at Risk, avril 2016, p.6, 10, 19; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; HRW, «Education on the Front Lines» – Military Use of Schools in Afghanistan's Baghlan Province, 17 août 2016: www.hrw.org/report/2016/08/17/education-front-lines/military-use-schools-afghanistans-baghlan-province.

⁸⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 34, 36-37, 41-42; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p.16.

augmentation significative des attaques, des enlèvements et des meurtres de membres de l'ethnie des Hazara (qui en même temps appartiennent pour la plupart à la minorité chiite) par des Talibans et d'autres groupements antigouvernementaux. Cette montée de la violence se poursuit aussi en 2016. De plus, les Hazara se voient confrontés à la discrimination sociale et sont souvent victimes d'extorsion, de taxation illégale, de recrutement et de travail forcé, ainsi que d'attaques physiques.⁸⁸ Les membres des Jogi, Chori Frosh, Gorbat et des Mosuli subissent également des discriminations.⁸⁹

Les religieux modérés et les chefs de tribus. Les religieux modérés et les chefs de tribu sont toujours persécutés. Le nombre d'attaques a certes légèrement reculé en 2015, mais le nombre de victimes a augmenté. Les imams qui célèbrent des funérailles pour des membres des ANDSF sont en outre menacés ou tués.⁹⁰

Les participants du Programme afghan pour la paix et la réintégration. En raison des menaces adressées à ses membres, le Haut conseil de paix ne peut guère s'engager efficacement en faveur de la paix.⁹¹

Les converties et les convertis. Dans l'islam, la conversion est considérée comme apostasie et punie de la peine de mort dans la jurisprudence afghane. Les converties et les convertis sont rejetés par leur famille et la communauté. Ils doivent s'attendre à des attaques violentes, à la perte de leur emploi, à l'expropriation, à l'annulation de leur mariage et à des menaces de mort. Les représentants légaux qui défendent des convertis reçoivent eux-mêmes des menaces de mort.⁹²

Les minorités religieuses telles que les hindous, les sikhs, les chrétiens et les adeptes de la foi baha'i, ainsi que les soufis et les chiites. Les minorités religieuses telles que les hindous et les sikhs se voient quotidiennement confrontés à des discriminations, des intimidations, des tracasseries et des attaques violentes. Les hindous et les sikhs ont de la peine à exercer leurs rituels d'ensevelissement et à exiger la restitution de leurs propriétés foncières. Même si une certaine volonté est présente du côté de l'État, la protection n'est pas garantie sur le plan local. Les

⁸⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 18, 73-78; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 4, 17, 49; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; HRW, World Report 2016, 27 janvier 2016. Dans les provinces de Ghazni, Balkh, Sari Pul, Faryab, Uruzgan, Baghlan, Wardak, Jawzjan et Ghor, au moins 146 membres des Hazara ont été victimes d'enlèvements ou de meurtres. L'ethnie et l'appartenance religieuse étant étroitement liées dans le cas des Hazara, on ne sait pas toujours clairement en vertu de quelle appartenance ces gens étaient visés. UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 49-50.

⁸⁹ Le Ministère de l'Intérieur refuse de reconnaître les membres des Jogi, des Chori Frosh, des Gorbat et des Mosuli comme des citoyens afghans et de leur délivrer une carte d'identité nationale (tazkira). Avec leur mode de vie nomade, les Kuchi (Pachtounes) comptent également parmi les groupes de personnes vulnérables d'Afghanistan. Ils présentent l'un des plus bas niveaux d'alphabetisation au monde, ont un accès très limité aux institutions éducatives et sanitaires et passent pour extrêmement pauvres. Des affrontements violents éclatent sans cesse entre les Hazara et les Kuchi qui se disputent des pâturages. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 34, 42, 75-76, 78.

⁹⁰ UNAMA, Annual Report 2015, février 2016, p. 46-48; UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 34, 39-40, 42; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p.16-17.

⁹¹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 12, 35.

⁹² UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 53-54; USDOS, Afghanistan 2014 International Religious Freedom Report, 14 octobre 2015: www.ecoi.net/local_link/313345/451609_de.html.

baha'is et les chrétiens ne vivent leur foi qu'en cachette, de crainte d'être discriminés, arrêtés ou même mis à mort.⁹³

Les homosexuels, les personnes d'orientations sexuelles diverses, les transgenres. Les homosexuels risquent d'être persécutés et doivent s'attendre à des actes de violence de la part de leur famille, de la communauté et des membres de groupements antigouvernementaux. Même la police s'est rendue coupable d'agressions contre des hommes homosexuels. La shari'a sanctionne les relations homosexuelles par la peine de mort. Les personnes séropositifs et les atteintes du SIDA sont stigmatisés par la société.⁹⁴

Les personnes handicapées. Les personnes souffrant de maladie psychique en particulier doivent s'attendre à des mauvais traitements, même de la part de leur propre famille. La maladie ou le handicap sont souvent interprétés comme des sanctions de Dieu pour un mauvais comportement de la personne ou de membres de sa famille.⁹⁵

Les personnes qui contreviennent aux valeurs des groupements antigouvernementaux ou aux normes sociales et les personnes aisées. Les Afghanes et les Afghans qui commettent des « infractions » contre les normes sociales ou qui adoptent un mode de vie « occidental » s'exposent à des peines sévères. Dans les régions contrôlées par les groupements antigouvernementaux, ils doivent s'attendre à des flagellations, voire à la peine de mort. Les personnes aisées en particulier sont souvent victimes d'enlèvements et de demandes de rançons.⁹⁶

Les personnes concernées par la vendetta et les « crimes d'honneur ». Les cas de vendetta peuvent s'étendre sur plusieurs générations. Le jugement d'un tribunal officiel n'y met pas forcément fin. L'AIHRC a enregistré 406 cas de « crimes d'honneur » entre mars 2011 et avril 2013 et 190 meurtres de femmes, dont 101 « crimes d'honneur » de mars à fin octobre 2015.⁹⁷

⁹³ Il règne une hostilité générale vis-à-vis des chrétiens. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 50-54; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 50; USDOS, Afghanistan 2014 International Religious Freedom Report, 14 octobre 2015; UK Home Office, Country Information and Guidance – Afghanistan: Hindus and Sikhs, novembre 2015, p. 5, 6, 8, 25: <http://www.refworld.org/docid/5652e9de4.html>.

⁹⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 8, 54, 72-73; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 50.

⁹⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 65. Des ONG estiment à environ deux millions le nombre de personnes handicapées en Afghanistan. Ces personnes ont souvent un accès extrêmement limité aux institutions éducatives et sanitaires, ainsi qu'à d'autres services. USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 1, 48-49.

⁹⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 41-42, 55-56, 64, 79-81. D'après le HCR, des gens renvoyés en Afghanistan d'un pays occidental auraient été torturés ou assassinés par des groupements antigouvernementaux qui leur reprochaient d'être devenus des « étrangers » ou de faire de l'espionnage pour le compte de l'étranger.

⁹⁷ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 4, 78-79; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 40, 47; AIHRC, Elimination of Violence Against Women 1394, 30 novembre 2015: <http://www.refworld.org/docid/5694bfa04.html>.

6 Situation socio-économique et médicale

L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres au monde. Environ 35,8 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté et 1,7 million de personnes sont sérieusement menacées par l'insécurité alimentaire. Les organisations humanitaires ont un accès très restreint à la population en détresse, ce qui les empêche souvent de prendre des mesures susceptibles de sauver des vies. Les conflits persistants aggravent la situation: ils continuent à détruire les moyens de subsistance de nombreuses personnes. Le nombre de personnes déplacées augmente à une vitesse fulgurante, les maladies contagieuses se propagent et le taux de criminalité prend l'ascenseur. La population affaiblie est livrée sans défense aux catastrophes naturelles et aux hivers rigoureux.⁹⁸

Accès au travail. Depuis le retrait des forces de sécurité internationales fin 2014, le chômage déjà très élevé a encore fait un bond en avant, car auparavant, l'économie afghane dépendait fortement des commandes de la communauté internationale (en particulier dans la construction, la logistique, les transports et les prestations de service). Dans le cadre d'un sondage, près de 55,4 pour cent des personnes interrogées en juin 2015 ont déclaré que leurs possibilités d'occupation s'étaient dégradées. Le taux d'analphabétisme reste élevé et le pool de spécialistes est modeste. Bien que l'agriculture emploie jusqu'à 80 pour cent de la population, ce secteur produit à peine 25 pour cent du produit intérieur brut.⁹⁹

Accès au logement et à l'électricité. La pénurie de logements est l'un des problèmes sociaux les plus graves à Kaboul (voir aussi paragraphe 7).¹⁰⁰ Le gouvernement afghan n'a toujours pas atteint son objectif qui était d'équiper en électricité 65 pour cent de la population urbaine et 25 pour cent de la population rurale. Kaboul dispose entre-temps d'un éclairage nocturne, à l'exception de plusieurs quartiers informels qui n'ont pratiquement aucun accès à l'électricité. Le projet «Casa 1000» a démarré en mai 2016. Il s'agit de construire une ligne électrique de Douchanbé, Tadjikistan, vers l'Afghanistan et le Pakistan. Ce projet vise à combler, à partir de 2019, la pénurie d'énergie en Afghanistan et au Pakistan durant les mois d'été. Mais les crises perdureront durant les hivers froids.¹⁰¹

⁹⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 26-27; NZZ, IKRK besorgt über schlechte humanitäre Lage, 18 mars 2016: www.nzz.ch/international/asien-und-pazifik/schlechte-humanitaere-lage-1.18714906.

⁹⁹ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 13; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 59, 62, 68.

¹⁰⁰ BICC, Warum Afghanistan kein sicheres Herkunftsland ist, 16 février 2016, p.4.

¹⁰¹ Le Tadjikistan et le Kirghizstan produisent un excédent d'électricité, généralement seulement au cours des mois d'été pendant lesquels leurs centrales hydroélectriques fournissent beaucoup d'énergie. Entre-temps, le projet TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde-Gaz-Pipeline) doit aussi avoir progressé. La pipeline qui passe par les quatre pays doit satisfaire les besoins énergétiques croissants de ces États. Le projet complexe doit passer par des régions peu sûres d'Afghanistan et du Pakistan. CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 60-62, 64-66; renseignement fourni par courriel par une personne représentant une organisation humanitaire internationale sur place, 25 septembre 2016; Finanzen.net, Startschuss für wichtige Stromleitung nach Afghanistan und Pakistan, 12 mai 2016: www.finanzen.net/nachricht/aktien/Startschuss-fuer-wichtige-Stromleitung-nach-Afghanistan-und-Pakistan-4880438; Foreign Policy, A Pipeline to South Asia Prosperity, 9 février 2016: <http://foreignpolicy.com/2016/02/09/a-pipeline-to-south-asia-prosperity/>; Industriemagazin, Herausfordernde Tapi-Pipeline wird im Dezember umgesetzt, 4 août 2015: <http://industriemagazin.at/a/herausfordernde-tapi-pipeline-wird-im-dezember-umgesetzt>.

Accès à l'eau potable et à la nourriture. D'après le HCR, à peine 46 pour cent de la population a accès à de l'eau potable salubre. En 2011, seulement 7,5 pour cent de la population disposait d'un système adéquat d'évacuation des eaux usées.¹⁰²

Accès à l'éducation. On estime à 8 millions le nombre d'enfants scolarisés en Afghanistan, dont environ 40 pour cent de filles. La qualité de l'enseignement est insuffisante et les Universités toujours sous-financées. La demande en matière de formation supérieure dépasse de loin l'offre, ce qui empêche la formation d'un suffisamment grand pool de spécialistes. En 2015, les affrontements violents et la situation d'insécurité ont encore restreint l'accès des enfants aux écoles. D'après les données du Ministère afghan de l'éducation, il a fallu fermer en 2015 615 écoles dans onze provinces, en particulier des écoles de filles, à cause de la situation d'insécurité, des menaces et des attaques. Sans compter que les filles se voient souvent refuser l'accès à l'instruction après la quatrième ou la sixième classe. La pauvreté, les mariages précoces, le manque de soutien au sein de la famille, le manque de femmes dans le corps enseignant et les longues distances à parcourir jusqu'à l'école la plus proche empêchent aussi les filles et les femmes d'accéder à l'éducation.¹⁰³

Accès aux soins médicaux. Environ 36 pour cent de la population n'a pas accès aux services médicaux les plus rudimentaires. En 2015, l'accès aux services sanitaires est devenu nettement plus difficile à cause des conflits violents et de la pauvreté répandue. Conséquences directes de la violence, la destruction des établissements médicaux et le manque de prestations dans le domaine de la santé prêterent encore davantage l'offre dans le domaine de la santé. L'état de santé des femmes et des enfants reste mauvais, en particulier dans les régions rurales et peu sûres et parmi les nomades. Beaucoup de femmes et enfants meurent de maladies normalement guérissables. De nombreuses familles n'ont pas les moyens de se payer des médicaments ou le transport vers les établissements de santé. Les femmes ont souvent eu l'interdiction de se rendre dans des établissements de santé.¹⁰⁴

Terres. L'accès à la propriété foncière reste l'un des problèmes majeurs. De nombreuses familles ne peuvent plus retourner sur leurs propriétés occupées illégalement et n'ont pratiquement aucune chance d'en obtenir la restitution. Les conflits fonciers sont légion. Ils présentent souvent une dimension ethnique et il n'est pas rare qu'ils

¹⁰² UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 27; Die Bundesregierung, Fortschrittsbericht Afghanistan, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 26: www.auswaertiges-amt.de/cae/servlet/contentblob/682082/publicationFile/194856/Fortschrittsbericht_Juni_2014.pdf.

¹⁰³ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 23, 68-70; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 44-45; CRS, Post-Taliban Governance, 6 juin 2016, p. 59; AAN, Education and Health Care at Risk, 18 avril 2016, p. 3; RP online, des filles sont à nouveau exclues des écoles, 7 avril 2016. Des incidents limitant l'accès aux institutions de formation ont été observés en particulier à l'Est (Nangarhar, Kunar, Laghman), à l'Ouest (Farah, Herat, Ghor) et au Nord-est (Kondôz, Badakhshan). Dans au moins 19 cas, des filles ont été directement ou indirectement empêchées de s'instruire. UN, Education and Healthcare at Risk, avril 2016, p. 4, 6, 8.

¹⁰⁴ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 27; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 41, 43-44; UN, Education and Healthcare at Risk, avril 2016, p. 4, 9-10. D'après les Nations unies, au moins 19 cliniques ont dû être fermées à cause des intimidations, dont 12 rien qu'à l'Est du pays. De nombreuses personnes se trouvent ainsi privées de soins médicaux ou n'y ont qu'un accès très limité. Dans la province de Nangarhar, il a fallu fermer 11 cliniques. Toutes ces fermetures sont imputées à *Daesh*. Dans seulement 34 pour cent des cas, une personne formée dans le domaine de la santé assiste aux naissances. Les hémorragies suite à un accouchement ou d'autres complications pendant le travail constituent un gros risque, en particulier aussi à cause des mariages et des grossesses précoces.

se terminent dans le sang. La confiscation illégale de terres par des fonctionnaires et des potentats locaux est chose courante.¹⁰⁵

7 Retour

Le nombre d'Afghanes et d'Afghans de retour a certes augmenté dans les années 2015 et 2016, à cause de la situation précaire des ressortissant-e-s afghan-e-s au Pakistan et en Iran.¹⁰⁶ Mais dans l'ensemble, il reste bas, du fait de l'insécurité qui persiste sur une grande partie du territoire afghan, du taux de chômage élevé, du manque de moyens de subsistance, ainsi que de l'accès restreint aux terres, au logement et aux services. Entre janvier et la fin août 2016, 88'645 personnes sont revenues du Pakistan. En 2015, on en a dénombré 50'763 durant le même laps de temps.¹⁰⁷ Entre janvier et la fin juillet 2016, 106'360 Afghanes et Afghans sans papiers ont en outre été rapatriés de force d'Iran et 16'066 autres du Pakistan.¹⁰⁸ Quelque trois millions de réfugiés afghans vivent toujours au Pakistan, dont près de la moitié seulement sont enregistrés. Durant l'été 2015, on recensait encore en Iran quelque 950'000 réfugiés afghans enregistrés et entre 1,4 et deux millions de réfugiés non enregistrés. Parmi eux, beaucoup de réfugiés «circulaires» – des personnes contraintes de fuir plusieurs fois – ainsi que des Afghanes et Afghans de la deuxième ou

¹⁰⁵ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 77; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 31; BICC, Warum Afghanistan kein sicheres Herkunftsland ist, 16 février 2016, p. 4. Voir aussi à ce sujet l'enquête de l'AAN: Afghanistan Analysts Network (AAN), Afghanistan's Returning Refugees: Why are so many still landless?, 29 mars 2016: www.afghanistan-analysts.org/afghanistans-returning-refugees-why-are-so-many-still-landless/. D'après l'AAN, tous les mécanismes de règlement des litiges sont fortement affectés par la corruption. Les personnes de retour qui tentent d'obtenir la restitution de leurs terres sont particulièrement vulnérables.

¹⁰⁶ La forte augmentation du nombre de personnes de retour en 2015 était due à la pression exercée par les forces de sécurité pakistanaises et le gouvernement suite à l'attaque terroriste du 16 décembre 2014 à Peshawar. UNHCR, Afghanistan: Voluntary Repatriation and Border Monitoring Monthly Update, 01 janvier–30 June 2016, p. 1: www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/june_2016_volrep_update.pdf. Les combats entre l'Afghanistan et le Pakistan au poste frontière de Torkham en juin 2016 ont fait plusieurs morts. Ils ont encore aggravé la situation des Afghans au Pakistan et entraîné une nouvelle vague de retours. NZZ, Militärische und politische Gefechte: Kabul an allen Fronten unter Druck, 10 septembre 2016: www.nzz.ch/international/nahost-und-afrika/militaerische-und-politische-gefechte-kabul-an-allen-fronten-unter-druck-id.115967.

¹⁰⁷ UNHCR, Update on return of Afghan refugees from Pakistan, 5 septembre 2016, p. 1: www.ecoi.net/file_upload/1930_1473771226_57d0106e4.pdf; UNHCR - UN High Commissioner for Refugees: Afghanistan; Voluntary Repatriation and Border Monitoring Monthly Update; 01 janvier - 31 août 2015, p. 1: www.ecoi.net/file_upload/1930_1442474858_55f907f14.pdf. À titre de comparaison, plus de 5,8 millions de réfugiés sont retournés en Afghanistan entre 2002 et 2014, dont 4,7 millions avec le soutien du HCR. Mais tandis que près de 4,4 millions de personnes sont retournés avec le soutien du HCR entre 2002 et 2008, ils étaient à peine plus de 200'000 entre 2011 et 2014. Natta, P.M., Anchoring return: the role of the Solutions Strategy, Forced Migration Review, mai 2014, p. 12: www.fmreview.org/afghanistan.html.

¹⁰⁸ UNHCR, Afghanistan: Voluntary Repatriation and Border Monitoring Monthly Update, 01 janvier–31 July 2016, p. 6: www.unhcr.af/UploadDocs/DocumentLibrary/July_2016_VolRep_Update_636069486588610000.pdf. 90-95 pour cent des personnes déportées d'Iran entre janvier et juin 2016 étaient des hommes célibataires en quête de travail ou en route pour l'Europe. UNHCR, Afghanistan: Voluntary Repatriation and Border Monitoring Monthly Update, 01 janvier–30 June 2016, p. 6: www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/june_2016_volrep_update.pdf.

de la troisième génération nés en exil.¹⁰⁹ Le Pakistan prévoit de renvoyer en Afghanistan d'ici au 31 décembre 2016 les près de 1,5 million d'Afghanes et d'Afghans enregistrés comme réfugiés et de considérer ensuite tous les autres ressortissants de ce pays séjournant sur son territoire comme des immigrés clandestins. Les Afghanes et les Afghans sont aussi indésirables en Iran où ils sont très défavorisés et n'ont guère de perspective.¹¹⁰

D'après *Human Rights Watch*, l'Iran envoie des milliers d'Afghans se battre en Syrie au moins depuis novembre 2013. En contrepartie, le gouvernement iranien offrirait aux réfugiés afghans des avantages financiers ou le droit de rester en Iran. Mais quelques Afghans auraient aussi été menacés de déportation. Le 2 mai 2016, le Parlement de Téhéran a adopté une loi octroyant la nationalité iranienne aux proches des Afghans morts au combat. Le gouvernement iranien a ainsi confirmé pour la première fois l'existence de mercenaires étrangers.¹¹¹

Situation des personnes de retour. D'après le HCR, les personnes de retour ont énormément de peine à gagner leur vie en Afghanistan. Environ 40 pour cent se rangent dans la catégorie des personnes vulnérables; elles ont un mauvais accès à la nourriture et au logement et des moyens de subsistance insuffisants. Les conditions de sécurité précaires rendent en outre le retour plus difficile. D'après le HCR, beaucoup de personnes de retour quittent à nouveau leurs villages pour les villes, en particulier Kaboul, au cours des deux premières années après leur retour.¹¹² Lors d'un sondage mené par le HCR, près de 63 pour cent des personnes de retour ont déclaré avoir un très bas revenu et 37 pour cent gagnaient moins d'un dollar américain (50 afghanis) par jour. Les répondants étaient en outre 69 pour cent à avoir vu leur situation économique se péjorer depuis leur retour. Comme aux personnes déplacées à

¹⁰⁹ BICC, Warum Afghanistan kein sicheres Herkunftsland ist, 16 février 2016, p. 2-3; UNAMA, Population Movement Bulletin, Issue 2, 14 avril 2016, p. 2: https://unama.unmissions.org/sites/default/files/un_afghanistan_-_population_movement_bulletin_-_issue_2_-_april_2016-final.pdf. Selon d'autres estimations, il y aurait environ 3 millions de réfugiés afghans en Iran. Die Presse, Afghanistan: Die Gründe für den vierten Massenexodus, 19 février 2016. À cause de la complexité de la situation, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran ont élaboré en 2011, avec le soutien du HCR, la *Solutions Strategy for Afghan Refugee to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance for Host Countries (SSAR)* dans l'espoir de trouver des solutions durables. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 31.

¹¹⁰ BBC News, The reverse exodus of Pakistan's Afghan refugees, 28 août 2016: www.bbc.com/news/world-asia-37163857; ARD Report München, Des millions d'Afghans désespèrent en Iran – l'Europe avant le prochain flux de réfugiés, le 1^{er} décembre 2015: www.br.de/fernsehen/das-erste/sendungen/report-muenchen/videos-und-manuskripte/afghanen-iran-fluechtlinge-100.html; Pars Today, L'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran et les Nations unies débattent au sujet des réfugiés afghans, 24 juillet 2016: http://parstoday.com/de/news/middle_east-11743-afghanistan_pakistan_iran_und_un_beraten_%C3%BCber_afghanische_fl%C3%BCchtlinge.

¹¹¹ ORF, Iran schickt afghanische Flüchtlinge laut HRW nach Syrien, 29 janvier 2016: <http://orf.at/stories/2321588/>; Aargauer Zeitung, Über Iran in den Syrien-Krieg – Mehr als 10'000 afghanische Söldner kämpfen an der Front, 3 mai 2016: www.aargauerzeitung.ch/ausland/ueber-iran-in-den-syrien-krieg-mehr-als-10000-afghanische-soeldner-kaempfen-an-der-front-130243418.

¹¹² UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 31-32; USIP, The Forced Return of Afghan Refugees and Implications for Stability, 13 janvier 2016: www.usip.org/publications/2016/01/13/the-forced-return-of-afghan-refugees-and-implications-stability; NZZ, Zehntausende von Afghanen kehren zurück, 19 mars 2016; Deutschlandfunk, «Ich kann nicht von einem sicheren Land sprechen», 16 avril 2016; Islamic Republic of Afghanistan/UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees to Support Voluntary Repatriation, Sustainable Reintegration and Assistance to Host Countries, Portfolio of Projects 2015-2016, sans date (dernier téléchargement le 22 septembre 2016), p. 13: www.unhcr.org/539ab7f79.pdf.

l'intérieur de l'Afghanistan, il leur est extrêmement difficile d'exiger la restitution de leurs terres.¹¹³

Situation des personnes déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan. D'après l'UNAMA, 157'987 personnes ont été nouvellement forcées de fuir leur lieu de résidence par les conflits en Afghanistan durant le premier semestre 2016. Le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan était estimé à 1,2 million durant l'été 2016; il a plus que doublé au cours des trois dernières années.¹¹⁴ Les personnes déplacées, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, comptent parmi les groupes de population les plus vulnérables. Beaucoup se trouvent hors de portée des organisations humanitaires. Selon des rapports, elles sont nombreuses à avoir été discriminées, privées d'accès au logement et à une protection, ainsi qu'à des installations sanitaires adéquates et autres prestations. Ces gens ont vécu dans la crainte constante d'être chassés des terres où ils avaient clandestinement élu domicile¹¹⁵. Beaucoup ont eu de la peine à obtenir les services les plus élémentaires, en particulier des familles tenues par une femme. Des femmes ont en outre témoigné d'un haut niveau de violence domestique. Le peu de possibilités de gagner leur vie au nouvel endroit les amène souvent à se déplacer à nouveau. Les mauvaises conditions sanitaires et des conditions climatiques extrêmes favorisent la propagation de maladies telles que la malaria et l'hépatite parmi les personnes déplacées.¹¹⁶ D'après Amnesty International, le gouvernement ne met pas en œuvre sa politique de soutien des personnes déplacées. La situation de ces gens s'est lourdement détériorée et beaucoup luttent quotidiennement pour leur survie.¹¹⁷

Kaboul est la ville qui a accusé ces dernières années la plus forte croissance démographique. Elle compterait aujourd'hui près de 3,5 millions d'habitants, avec une croissance de 10 pour cent entre 2005 et 2015. Environ 21 pour cent de la population de Kaboul est née ailleurs. Environ 40 pour cent des personnes déplacées depuis 2002 dans le cadre du conflit ont échoué à Kaboul. Quelques estimations partent du principe qu'entre-temps, 70 pour cent de la population de Kaboul vit dans des quartiers

¹¹³ UNAMA, Population Movement Bulletin, Issue 2, 14 avril 2016, p. 2; AAN, Afghanistan's Returning Refugees, 29 mars 2016, p. 1, 4-5. Voir aussi: UNHCR, Voluntary Repatriation to Afghanistan – 2015 – Key Findings of UNHCR Return Monitoring, 01 janvier – 31 December 2015, avril 2016: <http://www.refworld.org/docid/5722fb954.html>.

¹¹⁴ UNAMA, Midyear Report 2016, juillet 2016, p. 33. La province de Nangarhar (combats entre les Talibans et *Daesh*), les provinces de Helmand, Faryab, Kondôz, Takhar, Badakhshan, Wardak (combats entre les ANDSF et les Talibans) et récemment aussi les provinces de Baghlan et Uruzgan ont été particulièrement touchées par les nouveaux déplacements. Amnesty International (AI), My Children Will Die This Winter, Afghanistan's Broken Promise to the Displaced, 31 mai 2016, p. 7, 14: www.amnesty.org/en/documents/asa11/4017/2016/en/.

¹¹⁵ À cause des problèmes non résolus de propriété foncière, les personnes déplacées n'ont plus la jouissance de leurs terres et ne peuvent pas en exiger la restitution. Elles sont donc à nouveau victimes d'expulsions. UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 30.

¹¹⁶ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 28-30; USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 26; AI, Amnesty International Report 2015/16, 24 février 2016; UK Home Office, Country Information and Guidance: Security and humanitarian situation, juillet 2016, p. 23-25.

¹¹⁷ Les raisons pour lesquelles la politique n'a pas été mise en œuvre sont d'une part la corruption très répandue au sein du Ministère pour les réfugiés et le rapatriement (MoRR), d'autre part la rapide dégradation des conditions de sécurité et le manque de ressources. AI, My Children Will Die This Winter, 31 mai 2016, p. 8-9.

informels. La situation financière et les possibilités d'occupation à Kaboul se sont rapidement détériorées ces dernières années.¹¹⁸

Capacité d'accueil. D'après l'*US Department of State*, la capacité d'accueil reste faible pour les personnes de retour. Le gouvernement afghan dépend de la communauté internationale pour le soutien des personnes de retour vulnérables.¹¹⁹ L'augmentation du nombre de retours du Pakistan et d'Iran en 2015 et en 2016 a encore aggravé la situation.¹²⁰

¹¹⁸ UNHCR, Eligibility Guidelines, 19 avril 2016, p. 29-30. D'autres estiment à env. 40'000 le nombre d'occupants des quartiers informels: BICC, Warum Afghanistan kein sicheres Herkunftsland ist, 16 février 2016, p. 4. Le think tank indépendant Samuel Hall a mené une étude sur les jeunes personnes déplacées à Kaboul: Samuel Hall, Urban Displaced Youth in Kabul, Part One: Mental Health Matters, 14 juin 2016: <http://samuelhall.org/urban-displaced-youth-kabul/>.

¹¹⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015, 13 avril 2016, p. 25.

¹²⁰ IRIN, Afghanistan overwhelmed as refugees return from Pakistan, 13 septembre 2016: www.irinnews.org/news/2016/09/13/afghanistan-overwhelmed-refugees-return-pakistan.